Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★ **Règlement (CE) n° 102/96 du Conseil, du 22 janvier 1996, portant reconduction des mesures prévues à l'annexe I du règlement (CE) n° 1416/95 établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires en 1995 pour certains produits agricoles transformés** 1

- Règlement (CE) n° 103/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état 2

- Règlement (CE) n° 104/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la vingt-cinquième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1813/95..... 4

- Règlement (CE) n° 105/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre 5

- ★ **Règlement (CE) n° 106/96 de la Commission, du 23 janvier 1996, établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables** 7

- Règlement (CE) n° 107/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, relatif à la délivrance, le 30 janvier 1996, des certificats d'importation pour les produits du secteur des viandes ovine et caprine au titre des contingents tarifaires GATT/OMC non spécifiques par pays 13

- ★ **Règlement (CE) n° 108/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la revente sur le marché intérieur de 200 000 tonnes de céréales détenues par l'organisme d'intervention espagnol transférées dans le cadre du règlement (CE) n° 2742/95** 14

- ★ **Règlement (CE) n° 109/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, portant instauration d'un régime d'importation de jus et de moûts de raisins en provenance des pays tiers** 16

Règlement (CE) n° 110/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente de 180 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention allemand en vue de leur transformation en Espagne	20
Règlement (CE) n° 111/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente de 20 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention finlandais en vue de leur transformation en Espagne	24
Règlement (CE) n° 112/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, déterminant la quantité disponible pour le deuxième trimestre de 1996 pour certains produits à base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par les accords sur la libéralisation des échanges entre la Communauté d'une part, et la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, d'autre part	28
Règlement (CE) n° 113/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de licences d'importation introduites en janvier 1996 pour certains produits du secteur des œufs dans le cadre du règlement (CE) n° 1474/95 peuvent être acceptées	29
Règlement (CE) n° 114/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre	31
Règlement (CE) n° 115/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, fixant le prix du marché mondial du coton non égrené	33
Règlement (CE) n° 116/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	34
Règlement (CE) n° 117/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation d'œillet multiflores (spray) originaires du Maroc	36
Règlement (CE) n° 118/96 de la Commission, du 24 janvier 1996, portant suspension temporaire de la délivrance des certificats à l'exportation de certains produits laitiers et déterminant la mesure dans laquelle peuvent être attribuées les demandes de certificats d'exportation en instance	38

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

96/78/CE :

- * **Décision de la Commission, du 10 janvier 1996, fixant les critères d'inscription et d'enregistrement des équidés dans les livres généalogiques à des fins de sélection ⁽¹⁾**

39

96/79/CE :

- * **Décision de la Commission, du 12 janvier 1996, établissant les certificats zootechniques pour les sperme, ovules et embryons d'équidés enregistrés ⁽¹⁾**

41

96/80/CE :

- * **Décision de la Commission, du 12 janvier 1996, établissant le modèle des certificats généalogiques relatifs aux ovules d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine et les mentions à y faire figurer ⁽¹⁾**

50

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

96/81/CE :

- * **Décision de la Commission, du 12 janvier 1996, modifiant les décisions 92/260/CEE, 93/196/CEE, 93/197/CEE et 94/467/CE concernant les catégories d'équidés mâles entiers auxquels sont applicables les exigences pour l'artérite virale équine ⁽¹⁾** 53

96/82/CE :

- * **Décision de la Commission, du 12 janvier 1996, modifiant les décisions 93/196/CEE et 93/197/CEE relatives aux conditions sanitaires et à la certification sanitaire requises pour les importations d'équidés de boucherie, d'équidés enregistrés ainsi que d'équidés d'élevage et de rente en ce qui concerne la piroplasmose ⁽¹⁾** 56

Rectificatifs

- * **Rectificatif au règlement (CE) n° 2651/95 du Conseil, du 23 octobre 1995, modifiant le règlement (CE) n° 3282/94 prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en développement (JO n° L 273 du 16. 11. 1995.)** 57
- * **Rectificatif au règlement (CE) n° 39/96 de la Commission, du 12 janvier 1996, établissant pour le premier trimestre de 1996 certaines modalités d'application pour un contingent tarifaire d'animaux vivants de l'espèce bovine d'un poids de 160 à 300 kilogrammes, originaires de certains pays tiers (JO n° L 10 du 13. 1. 1996.).....** 57

Rectificatif au règlement (CE) n° 73/96 de la Commission, du 18 janvier 1996, fixant les restitutions applicables à l'exportation pour le malt (JO n° L 14 du 19. 1. 1996.) 57

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 102/96 DU CONSEIL

du 22 janvier 1996

portant reconduction des mesures prévues à l'annexe I du règlement (CE) n° 1416/95 établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires en 1995 pour certains produits agricoles transformés

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 113,

vu l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède,

vu la proposition de la Commission,

considérant que le règlement (CE) n° 1416/95 du Conseil, du 19 juin 1995, établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires en 1995 pour certains produits agricoles transformés⁽¹⁾ a ouvert pour l'année 1995 des contingents tarifaires selon les conditions fixées dans son annexe I en faveur de la Suisse ;

considérant que la conclusion d'un protocole additionnel n'a pas été possible avant le 1^{er} janvier 1996 ; que, en

conséquence, il y a lieu de reconduire pour l'année 1996 les mesures prévues à l'annexe I du règlement (CE) n° 1416/95,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les mesures prévues à l'annexe I du règlement (CE) n° 1416/95 sont reconduites pour 1996.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 janvier 1996.

Par le Conseil

Le président

L. DINI

(1) JO n° L 141 du 24. 6. 1995, p. 1.

RÈGLEMENT (CE) N° 103/96 DE LA COMMISSION**du 24 janvier 1996****modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1101/95 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 deuxième alinéa,considérant que les restitutions applicables à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut ont été fixées par le règlement (CE) n° 56/96 de la Commission ⁽³⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 56/96 aux données dont la Commis-

sion a connaissance conduit à modifier les restitutions à l'exportation actuellement en vigueur, conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CEE) n° 1785/81, en l'état et non dénaturés, fixées à l'annexe du règlement (CE) n° 56/96 sont modifiées conformément aux montants repris en annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.⁽²⁾ JO n° L 110 du 17. 5. 1995, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 13 du 18. 1. 1996, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 janvier 1996, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Code produit	Montant de la restitution ⁽¹⁾
	— écus/100 kg —
1701 11 90 100	38,65 ⁽¹⁾
1701 11 90 910	37,93 ⁽¹⁾
1701 11 90 950	⁽²⁾
1701 12 90 100	38,65 ⁽¹⁾
1701 12 90 910	37,93 ⁽¹⁾
1701 12 90 950	⁽²⁾
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 91 00 000	0,4202
	— écus/100 kg —
1701 99 10 100	42,02
1701 99 10 910	41,50
1701 99 10 950	41,50
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 99 90 100	0,4202

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut exporté s'écarte de 92 %, le montant de la restitution applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 17 *bis* paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 1785/81.

⁽²⁾ Fixation suspendue par le règlement (CEE) n° 2689/85 de la Commission (JO n° L 255 du 26. 9. 1985, p. 12), modifié par le règlement (CEE) n° 3251/85 (JO n° L 309 du 21. 11. 1985, p. 14).

⁽³⁾ Les restitutions à l'exportation vers la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peuvent être octroyées que dans le respect des conditions prévues par les règlements (CEE) n° 990/93 modifié et (CE) n° 2815/95.

RÈGLEMENT (CE) N° 104/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la vingt-cinquième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1813/95

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1101/95 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 5 deuxième alinéa point b),

considérant que, en vertu du règlement (CE) n° 1813/95 de la Commission, du 26 juillet 1995, concernant une adjudication permanente pour la détermination de prélèvements et/ou de restitutions à l'exportation de sucre blanc ⁽³⁾, il est procédé à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 9 paragraphe 1 du règlement (CE) n° 1813/95, un montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé, le cas échéant, pour l'adjudication partielle en cause en tenant compte notamment de la situation et de l'évolution prévisible du marché du sucre dans la Communauté et sur le marché mondial ;

considérant que, après examen des offres, il convient d'arrêter pour la vingt-cinquième adjudication partielle les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que le règlement (CEE) n° 990/93 du Conseil ⁽⁴⁾, modifié par le règlement (CE) n° 1380/95 ⁽⁵⁾, a interdit les échanges entre la Communauté européenne et

la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro); que cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations telles qu'énumérées de façon limitative à ses articles 2, 4, 5 et 7 et au règlement (CE) n° 2815/95 du Conseil ⁽⁶⁾; qu'il convient d'en tenir compte lors de la fixation des restitutions ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Pour la vingt-cinquième adjudication partielle de sucre blanc, effectuée en vertu du règlement (CE) n° 1813/95, le montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé à 44,551 écus par 100 kilogrammes.

2. Les restitutions à l'exportation vers la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peuvent être octroyées que dans le respect des conditions prévues par les règlements (CEE) n° 990/93 modifié et (CE) n° 2815/95.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 110 du 17. 5. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 175 du 27. 7. 1995, p. 12.

⁽⁴⁾ JO n° L 102 du 28. 4. 1993, p. 14.

⁽⁵⁾ JO n° L 138 du 21. 6. 1995, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 297 du 9. 12. 1995, p. 1.

RÈGLEMENT (CE) N° 105/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1101/95 ⁽²⁾,vu le règlement (CE) n° 1422/95 de la Commission, du 23 juin 1995, établissant les modalités d'application pour l'importation de mélasses dans le secteur du sucre et modifiant le règlement (CEE) n° 785/68 ⁽³⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 2 et son article 3 paragraphe 1,considérant que le règlement (CE) n° 1422/95 prévoit que le prix caf à l'importation de mélasses, ci-après dénommé « prix représentatif », est établi conformément au règlement (CEE) n° 785/68 de la Commission ⁽⁴⁾; que ce prix s'entend fixé pour la qualité type définie à l'article 1^{er} du règlement précité;

considérant que le prix représentatif de la mélasse est calculé pour un lieu de passage en frontière de la Communauté, qui est Amsterdam; que ce prix doit être calculé à partir des possibilités d'achat les plus favorables sur le marché mondial établies sur la base des cours ou des prix de ce marché ajustés en fonction des différences de qualité éventuelles par rapport à la qualité type; que la qualité type de la mélasse a été définie par le règlement (CEE) n° 785/68;

considérant que, pour la constatation des possibilités d'achat les plus favorables sur le marché mondial, il doit être tenu compte de toutes les informations relatives aux offres faites sur le marché mondial, aux prix relevés sur des marchés importants dans les pays tiers et aux opérations de vente conclues dans le cadre des échanges internationaux, dont la Commission a connaissance, soit par l'intermédiaire des États membres, soit par ses propres moyens; que, lors de cette constatation, aux termes de l'article 7 du règlement (CEE) n° 785/68, on peut se fonder sur une moyenne de plusieurs prix, à condition que cette moyenne puisse être considérée comme représentative de la tendance effective du marché;

considérant qu'il n'est pas tenu compte des informations lorsque la marchandise n'est pas saine, loyale et marchande ou lorsque le prix indiqué dans l'offre ne

porte que sur une faible quantité non représentative du marché; que doivent également être exclus les prix d'offre qui peuvent être considérés comme non représentatifs de la tendance effective du marché;

considérant que, afin d'obtenir des données comparables relatives à la mélasse de la qualité type, il importe, selon la qualité de la mélasse offerte, d'augmenter ou de diminuer les prix en fonction des résultats obtenus par l'application de l'article 6 du règlement (CEE) n° 785/68;

considérant qu'un prix représentatif peut être exceptionnellement maintenu à un niveau inchangé pendant une période limitée lorsque le prix d'offre qui a servi de base pour l'établissement précédent du prix représentatif n'est pas parvenu à la connaissance de la Commission et que les prix d'offre disponibles, qui ne semblent pas être suffisamment représentatifs de la tendance effective du marché, entraîneraient des modifications brusques et considérables du prix représentatif;

considérant que, lorsqu'il existe une différence entre le prix de déclenchement pour le produit en cause et le prix représentatif, il y a lieu de fixer des droits à l'importation additionnels dans les conditions visées à l'article 3 du règlement (CE) n° 1422/95; que, en cas de suspension des droits à l'importation en application de l'article 5 du règlement (CE) n° 1422/95, il y a lieu de fixer des montants particuliers pour ces droits;

considérant que l'application de ces dispositions conduit à fixer les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation des produits en cause comme indiqué à l'annexe du présent règlement;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prix représentatifs et les droits additionnels applicables à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} du règlement (CE) n° 1422/95 sont fixés comme indiqué en annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.⁽²⁾ JO n° L 110 du 17. 5. 1995, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 141 du 24. 6. 1995, p. 12.⁽⁴⁾ JO n° L 145 du 27. 6. 1968, p. 12.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANNEXE

du règlement fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels applicables à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

Code NC	Montant du prix représentatif en écus par 100 kilogrammes nets du produit en cause	Montant du droit additionnel en écus par 100 kilogrammes nets du produit en cause	Montant du droit à appliquer à l'importation en cas de suspension visée à l'article 5 du règlement (CE) n° 1422/95 en écus par 100 kilogrammes nets du produit en cause ⁽²⁾
1703 10 00 ⁽¹⁾	10,16	—	0,00
1703 90 00 ⁽¹⁾	11,09	—	0,00

⁽¹⁾ Fixation pour la qualité type telle que définie à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 785/68.

⁽²⁾ Ce montant remplace, conformément à l'article 5 du règlement (CE) n° 1422/95, le taux du droit du tarif douanier commun fixé pour ces produits.

RÈGLEMENT (CE) N° 106/96 DE LA COMMISSION

du 23 janvier 1996

établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire ⁽¹⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1762/95 ⁽³⁾, et notamment son article 173 paragraphe 1,

considérant que les articles 173 à 177 du règlement (CEE) n° 2454/93 prévoient les critères pour l'établissement par la Commission de valeurs unitaires périodiques pour les produits désignés selon la classification reprise à l'annexe n° 26 de ce règlement ;

considérant que l'application des règles et critères fixés dans les articles visés ci-dessus aux éléments qui ont été

communiqués à la Commission conformément aux dispositions de l'article 173 paragraphe 2 du règlement précité conduit à établir pour les produits considérés les valeurs unitaires comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les valeurs unitaires visées à l'article 173 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2454/93 sont établies comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 26 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 janvier 1996.

Par la Commission

Mario MONTI

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 302 du 19. 10. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 253 du 11. 10. 1993, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 171 du 21. 7. 1995, p. 8.

ANNEXE

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU Fmk Skr	öS FF FB/Flux	DM £ Irl £	Dkr Lit	DR Fl	Pta Esc
1.10	Pommes de terre de primeurs 0701 90 51 0701 90 59	a)	38,20	507,63	72,19	279,23	11 871,18	6 087,49
		b)	219,22	246,69	31,14	77 494,25	80,84	7 472,02
		c)	327,69	1 483,35	32,30			
1.30	Oignons autres que de semence 0703 10 19	a)	12,13	161,13	22,91	88,63	3 768,09	1 932,26
		b)	69,59	78,30	9,88	24 597,87	25,66	2 371,73
		c)	104,01	470,84	10,25			
1.40	Aulx 0703 20 00	a)	111,53	1 482,12	210,76	815,26	34 660,30	17 773,66
		b)	640,07	720,27	90,92	226 260,10	236,02	21 816,06
		c)	956,75	4 330,93	94,31			
1.50	Poireaux ex 0703 90 00	a)	58,95	783,36	111,40	430,90	18 319,45	9 394,14
		b)	338,30	380,70	48,05	119 588,13	124,74	11 530,72
		c)	505,68	2 289,08	49,85			
1.60	Choux-fleurs ex 0704 10 10 ex 0704 10 05 ex 0704 10 80	a)	32,94	437,73	62,25	240,78	10 236,53	5 249,25
		b)	189,04	212,72	26,85	66 823,40	69,70	6 443,13
		c)	282,56	1 279,09	27,85			
1.70	Choux de Bruxelles 0704 20 00	a)	53,71	713,73	101,49	392,60	16 691,08	8 559,12
		b)	308,23	346,86	43,78	108 958,25	113,66	10 505,78
		c)	460,73	2 085,61	45,42			
1.80	Choux blancs et choux rouges 0704 90 10	a)	43,91	583,53	82,98	320,98	13 646,29	6 997,76
		b)	252,01	283,58	35,80	89 082,05	92,92	8 589,31
		c)	376,69	1 705,15	37,13			
1.90	Brocolis asperges ou à jets (<i>Brassica oleracea</i> L. <i>convvar. botrytis</i> (L.) <i>Alef var. italica</i> Plenck) ex 0704 90 90	a)	32,37	430,15	61,17	236,61	10 059,40	5 158,42
		b)	185,77	209,04	26,39	65 667,08	68,50	6 331,64
		c)	277,68	1 256,96	27,37			
1.100	Choux de Chine ex 0704 90 90	a)	81,30	1 080,36	153,63	594,27	25 265,03	12 955,81
		b)	466,57	525,03	66,27	164 928,43	172,04	15 902,44
		c)	697,40	3 156,96	68,75			
1.110	Laitues pommées 0705 11 10 0705 11 05 0705 11 80	a)	69,32	921,17	130,99	506,70	21 542,09	11 046,70
		b)	397,82	447,67	56,51	140 625,32	146,69	13 559,13
		c)	594,64	2 691,76	58,62			
1.120	Endives ex 0705 29 00	a)	21,82	289,96	41,23	159,50	6 780,85	3 477,19
		b)	125,22	140,91	17,79	44 264,92	46,17	4 268,04
		c)	187,18	847,29	18,45			
1.130	Carottes ex 0706 10 00	a)	28,30	376,07	53,48	206,86	8 794,59	4 509,83
		b)	162,41	182,76	23,07	57 410,51	59,89	5 535,54
		c)	242,76	1 098,92	23,93			
1.140	Radis ex 0706 90 90	a)	111,48	1 481,48	210,67	814,91	34 645,32	17 765,98
		b)	639,79	719,96	90,88	226 162,32	235,91	21 806,63
		c)	956,33	4 329,06	94,27			
1.160	Pois (<i>Pisum sativum</i>) 0708 10 90 0708 10 20 0708 10 95	a)	222,19	2 952,63	419,87	1 624,14	69 049,21	35 408,15
		b)	1 275,13	1 434,91	181,12	450 748,59	470,18	43 461,30
		c)	1 906,00	8 627,96	187,88			

Rubrique	Désignation des marchandises Espèces, variétés, code NC	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
		a) b) c)	ECU Fmk Skr	öS FF FB/Flux	DM £ Irl £	Dkr Lit	DR Fl	Pta Esc
1.170	Haricots :							
1.170.1	Haricots (<i>Vigna spp., Phaseolus spp.</i>) ex 0708 20 90 ex 0708 20 20 ex 0708 20 95	a) b) c)	106,44 610,82 913,02	1 414,38 687,35 4 132,99	201,13 86,76 90,00	778,00 215 919,11	33 076,18 225,23	16 961,33 20 818,98
1.170.2	Haricots (<i>Phaseolus spp., vulgaris var. Compressus Savi</i>) ex 0708 20 90 ex 0708 20 20 ex 0708 20 95	a) b) c)	220,58 1 265,90 1 892,20	2 931,25 1 424,52 8 565,50	416,83 179,81 186,52	1 612,39 447 485,53	68 549,35 466,78	35 151,83 43 146,67
1.180	Fèves ex 0708 90 00	a) b) c)	92,83 532,74 796,31	1 233,58 599,49 3 604,68	175,42 75,67 78,49	678,55 188 318,65	28 848,13 196,44	14 793,20 18 157,73
1.190	Artichauts 0709 10 10 0709 10 20 0709 10 30	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
1.200	Asperges :							
1.200.1	— vertes ex 0709 20 00	a) b) c)	413,09 2 370,67 3 543,58	5 489,42 2 667,73 16 040,80	780,61 336,74 349,30	3 019,55 838 016,37	128 373,93 874,15	65 829,63 80 801,76
1.200.2	— autres ex 0709 20 00	a) b) c)	114,14 655,03 979,11	1 516,76 737,11 4 432,17	215,69 93,04 96,51	834,32 231 548,97	35 470,49 241,53	18 189,12 22 326,01
1.210	Aubergines 0709 30 00	a) b) c)	118,87 682,16 1 019,66	1 579,57 767,63 4 615,71	224,62 96,90 100,51	868,87 241 137,54	36 939,34 251,53	18 942,34 23 250,54
1.220	Céleris à côtes, aussi dénommés céleris en branches [<i>Apium graveolens L., var. dulce (Mill.) Pers.</i>] ex 0709 40 00	a) b) c)	49,14 282,03 421,56	653,05 317,37 1 908,30	92,87 40,06 41,55	359,22 99 694,67	15 272,01 103,99	7 831,43 9 612,59
1.230	Chanterelles 0709 51 30	a) b) c)	1 046,89 6 007,93 8 980,39	13 911,70 6 760,76 40 651,79	1 978,29 853,39 885,22	7 652,37 2 123 762,93	325 334,68 2 215,33	166 830,30 204 773,78
1.240	Piments doux ou poivrons 0709 60 10	a) b) c)	153,93 883,36 1 320,41	2 045,47 994,05 5 977,14	290,87 125,48 130,16	1 125,15 312 262,27	47 834,79 325,73	24 529,48 30 108,41
1.250	Fenouil 0709 90 50	a) b) c)	73,55 422,09 630,92	977,38 474,98 2 856,02	138,99 59,96 62,19	537,62 149 206,47	22 856,62 155,64	11 720,78 14 386,53
1.270	Patates douces, entières, fraîches (destinées à la consommation humaine) 0714 20 10	a) b) c)	67,89 389,59 582,34	902,12 438,41 2 636,12	128,28 55,34 57,40	496,23 137 718,08	21 096,74 143,66	10 818,32 13 278,81
2.10	Châtaignes et marrons (<i>Castanea spp.</i>), frais ex 0802 40 00	a) b) c)	129,87 745,32 1 114,07	1 725,83 838,71 5 043,10	245,42 105,87 109,82	949,32 263 465,56	40 359,72 274,83	20 696,30 25 403,42
2.30	Ananas, frais ex 0804 30 00	a) b) c)	53,06 304,53 455,20	705,16 342,69 2 060,56	100,28 43,26 44,87	387,88 107 649,17	16 490,55 112,29	8 456,28 10 379,56

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU Fmk Skr	öS FF FB/Flux	DM £ Irl £	Dkr Lit	DR Fl	Pta Esc
2.40	Avocats, frais ex 0804 40 90 ex 0804 40 20 ex 0804 40 95	a) b) c)	74,05 424,96 635,21	984,02 478,21 2 875,43	139,93 60,36 62,61	541,28 1 50 220,59	23 011,97 156,70	11 800,44 14 484,31
2.50	Goyaves et mangues, fraîches ex 0804 50 00	a) b) c)	96,92 556,20 831,38	1 287,91 625,90 3 763,45	183,15 79,00 81,95	708,44 196 612,95	30 118,71 205,09	15 444,75 18 957,47
2.60	Oranges douces, fraîches :							
2.60.1	— sanguines et demi-sanguines 0805 10 01 0805 10 11 0805 10 21 0805 10 32 0805 10 42 0805 10 51	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.60.2	— Navels, Navelines, Navelates, Salustianas, Vernas, Valencia Lates, Maltaises, Sha- moutis, Ovalis, Trovita, Hamlins 0805 10 05 0805 10 15 0805 10 25 0805 10 34 0805 10 44 0805 10 55	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.60.3	— autres 0805 10 09 0805 10 19 0805 10 29 0805 10 36 0805 10 46 0805 10 59	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.70	Mandarines (y compris les Tangerines et Sat- sumas), fraîches ; Clémentines, Wilkings et hybrides similaires d'agrumes, frais :							
2.70.1	— Clémentines ex 0805 20 11 ex 0805 20 21	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.70.2	— Monréales et Satsumas ex 0805 20 13 ex 0805 20 23	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.70.3	— Mandarines et Wilkings ex 0805 20 15 ex 0805 20 25	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.70.4	— Tangerines et autres ex 0805 20 17 ex 0805 20 19 ex 0805 20 27 ex 0805 20 29	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.85	Limes (<i>Citrus aurantifolia</i>), fraîches ex 0805 30 90	a) b) c)	131,20 752,93 1 125,44	1 743,44 847,27 5 094,57	247,92 106,95 110,94	959,01 266 154,53	40 771,64 277,63	20 907,53 25 662,69

Rubrique	Désignation des marchandises Espèces, variétés, code NC	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						Pta Esc
		a) b) c)	ECU Fmk Skr	öS FF FB/Flux	DM £ Irl £	Dkr Lit	DR Fl	
2.90	Pamplemousses et pomélos, frais :							
2.90.1	— blancs ex 0805 40 90 ex 0805 40 20 ex 0805 40 95	a) b) c)	37,36 214,43 320,52	496,53 241,30 1 450,91	70,61 30,46 31,59	273,12 75 799,73	11 611,60 79,07	5 954,38 7 308,63
2.90.2	— roses ex 0805 40 90 ex 0805 40 20 ex 0805 40 95	a) b) c)	43,72 250,92 375,06	581,02 282,36 1 697,81	82,62 35,64 36,97	319,60 88 698,23	13 587,49 92,52	6 967,61 8 552,31
2.100	Raisins de table 0806 10 21 0806 10 29 0806 10 61 0806 10 30 0806 10 69	a) b) c)	209,43 1 201,89 1 796,53	2 783,04 1 352,49 8 132,40	395,76 170,72 177,09	1 530,86 424 859,29	65 083,28 443,18	33 374,44 40 965,04
2.110	Pastèques 0807 11 00	a) b) c)	43,48 249,53 372,98	577,80 280,80 1 688,40	82,16 35,44 36,77	317,83 88 206,69	13 512,19 92,01	6 929,00 8 504,91
2.120	Melons :							
2.120.1	— Amarillo, Cuper, Honey Dew (y compris Cantalene), Onteniente, Piel de Sapo (y compris Verde Liso), Rochet, Tendral, Futuro ex 0807 19 00	a) b) c)	57,39 329,37 492,33	762,68 370,65 2 228,65	108,46 46,79 48,53	419,53 116 431,16	17 835,84 121,45	9 146,15 11 226,32
2.120.2	— autres ex 0807 19 00	a) b) c)	120,05 688,97 1 029,84	1 595,35 775,30 4 661,81	226,86 97,86 101,51	877,55 243 546,14	37 308,31 254,05	19 131,55 23 482,78
2.140	Poires :							
2.140.1	Poires-Nashi (<i>Pyrus pyrifolia</i>) ex 0808 20 31 ex 0808 20 37 ex 0808 20 41	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.140.2	autres ex 0808 20 31 ex 0808 20 37 ex 0808 20 41	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
2.150	Abricots 0809 10 10 0809 10 50	a) b) c)	161,23 925,30 1 383,10	2 142,58 1 041,24 6 260,90	304,68 131,43 136,34	1 178,56 327 086,76	50 105,72 341,19	25 694,01 31 537,79
2.160	Cerises 0809 20 11 0809 20 19 0809 20 21 0809 20 29 0809 20 71 0809 20 79	a) b) c)	306,04 1 756,34 2 625,30	4 066,90 1 976,42 11 884,00	578,33 249,48 258,78	2 237,07 620 853,30	95 107,18 647,62	48 770,58 59 862,84
2.170	Pêches 0809 30 19 0809 30 59	a) b) c)	152,37 874,41 1 307,03	2 024,75 983,98 5 916,58	287,93 124,20 128,84	1 113,75 309 098,60	47 350,15 322,43	24 280,96 29 803,37
2.180	Nectarines ex 0809 30 11 ex 0809 30 51	a) b) c)	140,42 805,83 1 204,52	1 865,95 906,81 5 452,56	265,34 114,46 118,73	1 026,40 284 856,76	43 636,59 297,14	22 376,67 27 465,96

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU Fmk Skr	öS FF FB/Flux	DM £ Irl £	Dkr Lit	DR Fl	Pta Esc
2.190	Prunes	a)	130,63	1 735,84	246,84	954,83	40 593,70	20 816,28
	0809 40 10	b)	749,64	843,58	106,48	264 992,93	276,42	25 550,69
	0809 40 40	c)	1 120,53	5 072,33	110,45			
2.200	Fraises	a)	371,89	4 941,92	702,76	2 718,39	115 570,15	59 263,90
	0810 10 10	b)	2 134,23	2 401,66	303,15	754 434,18	786,96	72 742,74
	0810 10 05 0810 10 80	c)	3 190,15	14 440,92	314,46			
2.205	Framboises	a)	1 660,35	22 063,73	3 137,53	12 136,53	515 975,35	264 590,06
	0810 20 10	b)	9 528,48	10 722,46	1 353,46	3 368 252,42	3 513,48	324 767,78
		c)	14 242,75	64 473,05	1 403,95			
2.210	Myrtilles (fruits du <i>Vaccinium myrtillus</i>)	a)	145,17	1 929,11	274,32	1 061,14	45 113,46	23 134,00
	0810 40 30	b)	833,11	937,50	118,34	294 497,67	307,20	28 395,54
		c)	1 245,29	5 637,10	122,75			
2.220	Kiwis (<i>Actinidia chinensis Planch.</i>)	a)	81,93	1 088,69	154,81	598,85	25 459,66	13 055,61
	0810 50 00	b)	470,16	529,08	66,78	166 198,97	173,37	16 024,95
		c)	702,78	3 181,28	69,27			
2.230	Grenades	a)	109,80	1 459,04	207,48	802,57	34 120,66	17 496,93
	ex 0810 90 85	b)	630,10	709,06	89,50	222 737,37	232,34	21 476,40
		c)	941,85	4 263,50	92,84			
2.240	Kakis (y compris le fruit Sharon)	a)	54,10	718,90	102,23	395,45	16 812,06	8 621,16
	ex 0810 90 85	b)	310,47	349,37	44,10	109 748,00	114,48	10 581,93
		c)	464,07	2 100,73	45,74			
2.250	Litchis	a)	142,06	1 887,72	268,44	1 038,37	44 145,69	22 637,73
	ex 0810 90 30	b)	815,24	917,39	115,80	288 180,08	300,61	27 786,40
		c)	1 218,58	5 516,17	120,12			

RÈGLEMENT (CE) N° 107/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

relatif à la délivrance, le 30 janvier 1996, des certificats d'importation pour les produits du secteur des viandes ovine et caprine au titre des contingents tarifaires GATT/OMC non spécifiques par pays

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil, du 25 septembre 1989, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1265/92 ⁽²⁾,

considérant que le règlement (CE) n° 1439/95 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2526/95 ⁽⁴⁾, a établi, dans son titre II B, les modalités d'application en ce qui concerne les importations relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80, 0104 20 90 et 0204 au titre des contingents tarifaires GATT/OMC non spécifiques par pays ; que, conformément à l'article 16 paragraphe 4 du règlement (CE) n° 1439/95, il convient de déterminer dans quelle mesure il peut être donné une suite favorable aux demandes de délivrance des certificats d'importation déposées au titre du premier trimestre de 1996 ;

considérant que, lorsque les quantités pour lesquelles des demandes de certificats d'importation ont été déposées sont supérieures aux quantités pouvant être importées en application de l'article 15 du règlement (CE) n° 1439/95, il convient de réduire ces quantités d'un pourcentage

unique, conformément à l'article 16 paragraphe 4 point b) du règlement (CE) n° 1439/95 ;

considérant que, lorsque les quantités pour lesquelles des certificats ont été demandés sont inférieures ou égales aux quantités prévues par le règlement (CE) n° 1439/95, toutes les demandes de certificats peuvent être honorées ;

considérant que les demandes ont été déposées aux Pays-Bas pour des produits originaires des États-Unis d'Amérique,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les Pays-Bas délivrent, le 30 janvier 1996, les certificats d'importation prévus au titre II B du règlement (CE) n° 1439/95 pour lesquels les demandes ont été déposées du 1^{er} au 10 janvier 1996. Pour les produits relevant du code NC 0204 originaires des États-Unis d'Amérique, les quantités demandées sont attribuées intégralement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 289 du 7. 10. 1989, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 123 du 3. 6. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 143 du 27. 6. 1995, p. 7.

⁽⁴⁾ JO n° L 258 du 28. 10. 1995, p. 48.

RÈGLEMENT (CE) N° 108/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la revente sur le marché intérieur de 200 000 tonnes de céréales détenues par l'organisme d'intervention espagnol transférées dans le cadre du règlement (CE) n° 2742/95

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1863/95⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que, à cause des conditions climatiques rigoureuses et inhabituelles ayant prévalu en Espagne qui ont provoqué une pénurie de fourrages, la Commission a adopté le règlement (CE) n° 2742/95 de la Commission, du 28 novembre 1995, relatif au transfert de 100 000 tonnes d'orge et de 100 000 tonnes de seigle détenues par l'organisme d'intervention allemand⁽³⁾;

considérant que le règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 120/94⁽⁵⁾ fixe les procédures et conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention; que l'article 3 du règlement (CEE) n° 2131/93 dispose que la mise en vente de telles céréales s'effectue par voie d'adjudication;

considérant que l'article 4 du règlement (CEE) n° 2131/93 dispose qu'une adjudication peut être limitée à des utilisations et/ou destinations déterminées;

considérant que le secteur de l'élevage dans certaines régions de l'intérieur de l'Espagne a été tout particulièrement touché par la sécheresse; qu'il est donc opportun de donner priorité à l'accès à l'adjudication pendant les deux premières semaines aux éleveurs sinistrés dans lesdites régions pour leur permettre de faire face à leurs besoins immédiats;

considérant que, par ailleurs, les besoins à plus long terme des éleveurs doivent être satisfaits par l'industrie de l'alimentation animale; qu'il convient donc de prévoir, dans un second temps, l'approvisionnement de celle-ci;

considérant que l'État membre doit prendre toutes les dispositions pour contrôler cette utilisation;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. L'organisme d'intervention espagnol procède, dans les conditions fixées par le règlement (CEE) n° 2131/93, à

une adjudication permanente pour la revente sur le marché intérieur de:

- 100 000 tonnes d'orge
- et
- 100 000 tonnes de seigle,

détenues par lui.

2. Sans préjudice des dispositions du règlement (CEE) n° 2131/93, les modalités particulières suivantes s'appliquent à la présente adjudication:

- seuls peuvent participer, dans la limite de 50 tonnes, aux deux premières adjudications partielles les éleveurs des régions espagnoles où sont transférées les céréales en cause.

Article 2

1. Par dérogation à l'article 2 du règlement (CEE) n° 2131/93, le délai de présentation des offres pour la première adjudication partielle est fixé par l'organisme d'intervention espagnol (SENPA) au minimum cinq jours avant celle-ci.

2. Le délai de présentation pour la dernière adjudication partielle expire le 15 mai 1996.

3. Par dérogation à l'article 13 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2131/93, les offres sont établies par référence à la qualité réelle du lot sur lequel porte l'offre.

4. Les offres doivent être déposées auprès de l'organisme d'intervention espagnol:

Servicio Nacional de Productos Agrarios (SENPA)
c/Beneficencia 8,
E-28004 Madrid
(télécopieur: 41 818, 23 427 SENPA E; télécopieur: 521 98 32, 522 43 87).

Article 3

L'organisme d'intervention espagnol communique à la Commission, au plus tard le mardi de la semaine suivant l'expiration du délai pour le dépôt des offres, la quantité et les prix moyens des différents lots vendus.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 179 du 29. 7. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 285 du 29. 11. 1995, p. 16.

⁽⁴⁾ JO n° L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.

⁽⁵⁾ JO n° L 21 du 26. 1. 1994, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CE) N° 109/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

portant instauration d'un régime d'importation de jus et de moûts de raisins en provenance des pays tiers

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1544/95⁽²⁾, et notamment son article 53 paragraphe 3 et son article 75,

considérant qu'il est opportun de faciliter l'approvisionnement du marché communautaire par l'importation de moûts de raisins en provenance des pays tiers compte tenu des disponibilités actuelles de ces produits sur le marché communautaire ;

considérant que le régime des importations de moûts de raisin en provenance des pays tiers a été fondamentalement modifié par l'entrée en vigueur au 1^{er} septembre 1995 de mesures prévoyant le paiement du droit de douane normal et dans certains cas d'un droit spécifique ;

considérant que la combinaison de ces deux facteurs justifie l'adoption d'une mesure de marché, valable pour le reste de la campagne en cours, visant à exonérer les importations de moûts de raisin du paiement de ce droit spécifique dans la limite d'une quantité qui répond à la fois aux courants d'échange traditionnels de ces produits et au besoin d'approvisionnement du marché communautaire ;

considérant qu'il est nécessaire de gérer l'utilisation de cette quantité par un régime de certificats d'importation destinés à contrôler son respect ; qu'il y a lieu dès lors d'établir un schéma précis relatif au dépôt des demandes et à la délivrance des certificats ;

considérant que, en outre, il convient de prévoir la communication des décisions relatives aux demandes de certificats d'importation après un délai de réflexion ; que ce délai doit en effet permettre à la Commission d'apprécier les quantités demandées et de prévoir, le cas échéant, des mesures particulières applicables notamment aux demandes en instance ;

considérant que la facilité offerte aux importations des moûts de raisin en cause doit se faire dans le respect des dispositions régissant l'utilisation de ces produits importés, telles que fixées dans le règlement (CEE) n° 822/87 ; que, afin d'assurer une bonne gestion du régime en cause, il convient de prévoir la constitution d'une caution auprès des services douaniers des États membres dont la libération est opérée sans délai au prorata des quantités pour lesquelles la preuve de l'utilisation est apportée ;

considérant que chaque État membre peut instaurer, conformément à l'article 487 du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1762/95⁽⁴⁾, le contrôle de l'utilisation selon une procédure nationale, pour autant que les marchandises ne quittent pas son territoire avant de recevoir l'utilisation finale ; que ce contrôle doit être réalisé conformément aux dispositions appropriées dudit règlement (CEE) n° 2454/93 en cas d'utilisation dans un autre État membre que celui de l'importation ;

considérant que, pour pouvoir gérer ce régime, la Commission doit disposer d'informations précises au sujet des demandes de certificats introduites et de l'utilisation des certificats délivrés ; qu'il convient, dans un souci d'efficacité administrative, de prévoir l'utilisation d'un modèle unique pour les communications entre les États membres et la Commission ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le présent règlement établit les modalités d'application relatives aux importations de jus et de moûts de raisin relevant du code NC 2009 60 en provenance des pays tiers en exonération de droit spécifique déterminé par hectolitre, figurant à l'annexe I troisième partie section 1 annexe 2 du tarif douanier des Communautés européennes.

Article 2

L'exonération visée à l'article 1^{er} vaut pour une quantité de 14 000 tonnes.

Article 3

1. À partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement, des certificats d'importation comportant les mentions visées à l'article 5 peuvent être demandés aux organismes compétents des États membres.

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 148 du 30. 6. 1995, p. 31.

⁽³⁾ JO n° L 253 du 11. 10. 1993, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 171 du 21. 7. 1995, p. 8.

2. Les dispositions du règlement (CEE) n° 3388/81 de la Commission ⁽¹⁾, du 27 novembre 1981, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur viti-vinicole sont d'application pour les certificats d'importation visés par le présent règlement, à l'exception de son article 6.

Article 4

1. Les demandes de certificats d'importation visés à l'article 3 paragraphe 1 peuvent être introduites auprès des autorités compétentes du mercredi jusqu'au mardi de la semaine suivante.

2. Les certificats sont délivrés le lundi qui suit le mardi visé au paragraphe 1 ou le premier jour ouvrable suivant, pour autant que des mesures particulières ne soient pas prises entre-temps par la Commission.

3. Si les quantités pour lesquelles des certificats ont été demandés, communiquées à la Commission au jour déterminé selon les dispositions de l'article 7, dépassent les quantités encore disponibles sur la quantité globale visée à l'article 2, la Commission fixe un pourcentage unique d'acceptation pour les demandes en cause et suspend le dépôt des demandes de certificats.

4. Dans le cas où les quantités demandées sont réduites ou rejetées, la garantie visée à l'article 4 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3388/81 est libérée immédiatement pour toute quantité pour laquelle la demande n'a pas été satisfaite.

5. Au cas où un pourcentage unique d'acceptation inférieur à 85 % est fixé, le certificat est délivré par dérogation au paragraphe 2 au plus tard le cinquième jour ouvrable suivant la publication dudit pourcentage au *Journal officiel des Communautés européennes*. Avant cette délivrance, l'opérateur peut :

- soit retirer sa demande, auquel cas la garantie visée à l'article 4 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3388/81 est immédiatement libérée,
- soit demander la délivrance immédiate du certificat, auquel cas l'organisme compétent le délivre sans délai, au plus tard le cinquième jour ouvrable suivant la publication dudit pourcentage au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 5

Les certificats d'importation délivrés dans les conditions du présent règlement comportent dans la case 24 l'une des mentions suivantes :

- Exento del derecho específico — Reglamento (CE) n° 109/96

- Fritagelse for specifik told — forordning (EF) nr. 109/96
- Aussetzung des spezifischen Zolls — Verordnung (EWG) Nr. 109/96
- Απαλλαγή από τον ειδικό δασμό — κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 109/96
- Exempt from the specific duty — Regulation (EC) No 109/96
- Exonération du droit spécifique — règlement (CE) n° 109/96
- Esonero dal dazio specifico — regolamento (CE) n. 109/96
- Vrijgesteld van het specifieke recht — Verordening (EG) nr. 109/96
- Isenção do direito específico — Regulamento (CE) n° 109/96
- Vapautus paljoustullista — asetus (EY) N:o 109/96
- Befrielse från den särskilda tullen — förordning (EG) nr 109/96.

Article 6

Le bénéfice de l'exonération du droit spécifique visée à l'article 1^{er} est subordonné :

- a) à l'engagement écrit de l'importateur, souscrit lors de la demande du certificat d'importation, que la totalité de la marchandise à importer sera utilisée pour l'élaboration de jus de raisin et/ou pour l'élaboration de produits en dehors du secteur viti-vinicole comme le vinaigre, les boissons non alcoolisées, les confitures et les sauces ; à cette fin, l'importateur indique dans la case 20 du certificat d'importation l'utilisation exacte du produit importé ainsi que le lieu où la transformation aura lieu. Si celle-ci est effectuée dans un État membre différent, l'expédition des marchandises donne lieu à l'établissement dans l'État membre de départ d'un exemplaire de contrôle T5 conformément aux modalités définies aux articles 471 à 494 du règlement (CEE) n° 2454/93. L'indication de l'utilisation effective est reprise à la case 104 du document T5 et le numéro du présent règlement est indiqué à la case 107 ;
- b) à la constitution, par l'importateur, auprès de l'organisme compétent concerné d'une garantie dont le montant est égal au droit spécifique pour le produit en question qui est exonéré. Cette garantie est libérée à condition que l'opérateur porte la preuve, à la satisfaction des autorités compétentes de l'État membre d'importation, de l'utilisation indiquée sur le certificat. La garantie visée ici est libérée sans délai pour les quantités pour lesquelles l'opérateur apporte la preuve que l'utilisation des produits est celle indiquée dans ce certificat d'importation et, dans le cas d'une utilisation dans un autre État membre que celui de l'importation, celle indiquée dans la case n° 104 du document T5.

(1) JO n° L 341 du 28. 11. 1981, p. 19.

Article 7

1. Les États membres communiquent à la Commission par télécopie :

— chaque mercredi ou le premier jour ouvrable suivant :

a) les demandes de certificats d'importation visées à l'article 3, déposées entre le mercredi de la semaine précédente et le mardi ou l'absence de demandes de certificats ;

b) les quantités pour lesquelles de certificats d'importation ont été délivrés le lundi précédent ;

c) les quantités pour lesquelles les demandes de certificats ont été retirées, dans le cas visé à l'article 4 paragraphe 5 au cours de la semaine précédente,

— avant le 15 de chaque mois pour le mois précédent :

d) les quantités pour lesquelles des certificats ont été délivrés, mais n'ont pas été utilisés.

2. La communication des demandes, visée au paragraphe 1 points a), b), c) et d) doit préciser la quantité en tonnes pour chaque code produit, ventilée par pays d'origine.

3. Toutes les communications visées au paragraphe 1, y compris la communication « néant », sont effectuées selon le modèle repris en annexe.

4. Si, à la suite de communications visées au paragraphe 1 point d), une quantité suffisante est de nouveau disponible, la Commission peut décider de rouvrir le dépôt de demandes de certificats d'importation.

5. La Commission informe au moins une fois par mois les États membres de l'état d'utilisation de la quantité disponible.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable jusqu'au 31 août 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE

Application du règlement (CE) n° 109/96

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES DG VI/E/2 — Secteur viti-vinicole

Demande de certificats d'importation

Expéditeur :

Date :

Période : du mercredi au mardi

État membre :

Responsable à contacter :

Téléphone :

Télécopieur :

Destinataire : DG VI/E/2 — Télécopieur : (32 2) 295 92 52

— Partie A : Communication hebdomadaire [quantités demandées, article 7 paragraphe 1 point a)]

Code produit	Quantité	Code pays d'origine

— Partie B : Communication hebdomadaire [quantités délivrées, article 7 paragraphe 1 point b)]

Code produit	Quantité	Code pays d'origine

— Partie C : Communication hebdomadaire [quantités retirées, article 7 paragraphe 1 point c)]

Code produit	Quantité	Code pays d'origine

— Partie D : Communication mensuelle [quantités non utilisées, article 7 paragraphe 1 point d)]

Code produit	Quantité	Code pays d'origine

RÈGLEMENT (CE) N° 110/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente de 180 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention allemand en vue de leur transformation en Espagne

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1863/95⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que la sécheresse qui a sévi en Espagne au cours des derniers mois a provoqué une pénurie de fourrages pouvant conduire les éleveurs à vendre prématurément leur bétail, ce qui peut entraîner des conséquences négatives pour leur revenu ;

considérant qu'il peut être remédié à cette pénurie par la mise à la disposition des éleveurs espagnols de 180 000 tonnes d'orge ; que, pour sa part, l'organisme d'intervention espagnol ne dispose pas de céréales fourragères ; que ces céréales communautaires sont disponibles auprès de l'organisme d'intervention allemand ;

considérant que, dans la situation actuelle du marché, il est donc opportun d'ouvrir une adjudication permanente de 180 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention allemand à destination obligatoire de l'Espagne ;

considérant que la finalité de la mesure ne peut être assurée que si le prix minimal retenu dans le cadre de l'adjudication tient compte de frais d'approche entre l'Allemagne et l'Espagne sans toutefois perturber le marché intérieur espagnol ; que, dans ces conditions, la procédure la plus indiquée est celle suivie en matière d'exportation de céréales vers les pays tiers ; qu'il convient, dès lors, de définir un régime spécifique combinant certaines des modalités de revente sur le marché intérieur et celles prévues pour l'exportation ;

considérant que, en ce qui concerne la preuve de la transformation en Espagne, les dispositions du règlement (CEE) n° 3002/92 de la Commission, du 16 octobre 1992, établissant les modalités communes de contrôle de l'utilisation et/ou de la destination de produits provenant de l'intervention⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1938/93⁽⁴⁾, sont applicables ;

considérant que le comité de gestion des céréales n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Par dérogation aux dispositions du règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission⁽⁵⁾, l'organisme d'intervention allemand procède dans les conditions fixées ci-après à une adjudication permanente de 180 000 tonnes d'orge détenues par lui en vue de leur transformation en Espagne.

2. Les régions, dans lesquelles les 180 000 tonnes d'orge sont stockées, sont mentionnées à l'annexe I.

Article 2

1. Dans l'avis d'adjudication visé à l'article 5, l'organisme d'intervention indique pour chaque lot le port ou le lieu de sortie d'intervention pouvant être atteint aux moindres frais de transport et qui est équipé d'installations techniques suffisantes pour l'expédition des céréales mises en adjudication.

2. Les frais de transport les plus bas entre le lieu de stockage et le lieu d'embarquement dans le port ou le lieu de sortie d'intervention visé au paragraphe 1 sont remboursés à l'opérateur adjudicataire par l'organisme d'intervention pour les quantités délivrées.

Article 3

Les offres sont considérées faites pour une céréale rendue non déchargée dans les ports ou dans les lieux de sortie d'intervention visés à l'article 2.

Article 4

Après expiration de chaque délai prévu pour la présentation des offres, l'État membre concerné soumet à la Commission une liste anonyme indiquant notamment pour chaque offre la quantité, le prix, ainsi que les bonifications et réfections y afférentes. La Commission, selon la procédure prévue à l'article 23 du règlement (CEE) n° 1766/92, fixe le prix de vente minimal ou décide de ne pas donner suite aux offres reçues.

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 179 du 29. 7. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 301 du 17. 10. 1992, p. 17.

⁽⁴⁾ JO n° L 176 du 20. 7. 1993, p. 12.

⁽⁵⁾ JO n° L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.

Le prix de vente minimal est fixé à un niveau tel qu'il ne perturbe pas le marché espagnol.

Article 5

L'organisme d'intervention allemand public, au moins cinq jours avant la date fixée pour le dernier jour du premier délai de présentation des offres, un avis d'adjudication où sont déterminés :

- les clauses et conditions de vente complémentaires et compatibles avec les dispositions du présent règlement,
- les principales caractéristiques physiques et technologiques des différents lots constatés lors de l'achat par l'organisme ou lors de contrôles effectués postérieurement,
- les lieux de stockage ainsi que le nom et l'adresse du stockeur.

Cet avis, ainsi que toutes ses modifications, est transmis à la Commission avant l'expiration du premier délai du dépôt des offres.

L'organisme d'intervention allemand prend toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux intéressés d'apprécier, avant la présentation des offres, la qualité des céréales mises en vente.

Article 6

1. Les offres sont établies par référence à la qualité type déterminée par le règlement (CEE) n° 2731/75 du Conseil⁽¹⁾.

Si la qualité de la céréale diffère de la qualité type, le prix d'offre retenu est ajusté par application des bonifications ou des réfections arrêtées en application des articles 4 et 5 du règlement (CEE) n° 1766/92.

2. Les offres une fois présentées ne peuvent être ni modifiées ni retirées.

Les offres ne sont valables que si elles sont accompagnées :

- de la preuve que le soumissionnaire a constitué une garantie de 20 écus par tonne,
- de la preuve d'un contrat de vente pour livraison en Espagne, sous réserve de l'attribution de l'offre,
- de l'engagement écrit du soumissionnaire que les céréales adjudgées seront transformées en Espagne au plus tard le 30 juin 1996.

Article 7

1. Le délai de présentation des offres pour la première adjudication partielle est fixé au 1^{er} février 1996, à 9 heures (heure de Bruxelles).

2. Le délai de présentation des offres pour l'adjudication partielle suivante expire chaque jeudi, à 9 heures (heure de Bruxelles).

3. Le délai de présentation pour la dernière adjudication partielle expire le 28 mars 1996, à 9 heures (heures de Bruxelles).

4. Les offres doivent être déposées auprès de l'organisme d'intervention allemand :

Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung
BLE
Adickesallee 40
D-60322 Frankfurt am Main
(Telex : 4-11475, 4-16044)

Article 8

L'organisme d'intervention allemand communique à la Commission, au plus tard deux heures après l'expiration du délai pour le dépôt des offres, les soumissions reçues. Elles doivent être transmises conformément au schéma figurant à l'annexe II, et aux numéros d'appel figurant à l'annexe III.

Article 9

L'organisme d'intervention informe immédiatement tous les soumissionnaires du résultat de leur participation à l'adjudication. Il adresse aux adjudicataires, dans un délai de trois jours ouvrables à partir de ladite information, une déclaration d'attribution de l'adjudication, soit par lettre recommandée, soit par télécommunication écrite.

Article 10

L'adjudicataire paie les céréales avant l'enlèvement, mais au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la date de l'envoi de la déclaration visée à l'article 9. Les risques et les frais de stockage pour les céréales non enlevées dans le délai de paiement sont à la charge de l'adjudicataire.

Les céréales adjudgées et non enlevées dans le délai de paiement sont considérées comme sorties à tout effet à l'échéance de ce délai. Dans ce cas, le prix d'offre est ajusté en fonction des caractéristiques qualitatives décrites dans l'avis d'adjudication.

Si l'adjudicataire n'a pas payé les céréales dans le délai prévu au premier alinéa, le contrat est résilié par l'organisme d'intervention pour les quantités non payées.

Article 11

La garantie visée à l'article 6 paragraphe 2 est libérée pour les quantités pour lesquelles :

- l'offre n'a pas été retenue,
- le paiement du prix de vente a été effectué dans le délai imparti et une garantie couvrant la différence entre le prix adjugé et le prix d'intervention valable le dernier jour du délai de présentation des offres, augmenté de 30 écus par tonne, a été constituée.

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 22.

Article 12

1. La garantie visée à l'article 11 deuxième tiret est libérée pour les quantités pour lesquelles les soumissionnaires apportent la preuve :

- de la transformation en Espagne, au plus tard le 30 juin 1996, sauf cas de force majeure
ou
- que le produit est devenu impropre à la consommation humaine et animale.

2. La preuve de la transformation en Espagne des céréales visées au présent règlement est apportée conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 3002/92.

Toutefois la transformation est considérée effectuée lorsque l'orge est délivrée dans un entrepôt de stockage situé en Espagne.

Article 13

Outre les mentions prévues au règlement (CEE) n° 3002/92, la case 104 de l'exemplaire de contrôle T 5 doit comporter une ou plusieurs des mentions suivantes :

- Destinos a la transformación [Reglamento (CE) n° 110/96]
- Til forarbejdning (forordning (EF) nr. 110/96)
- Zur Verarbeitung bestimmt (Verordnung (EG) Nr. 110/96)
- Προορίζονται για μεταποίηση [Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 110/96]
- For processing (Regulation (EC) No 110/96)
- Destinées à la transformation [règlement (CE) n° 110/96]
- Destinate alla trasformazione [regolamento (CE) n. 110/96]
- Bestemd om te worden verwerkt (Verordening (EG) nr. 110/96)
- Para transformação [Regulamento (CE) n° 110/96]
- Tarkoitettu jalostukseen [Asetus (EY) N:o 110/96]
- För bearbetning (förordning (EG) nr 110/96).

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE I

(en tonnes)

Lieu de stockage	Quantités
Schleswig-Holstein/Hamburg/ Niedersachsen/Bremen/ Nordrhein-Westfalen	24 755
Hessen/Rheinland-Pfalz/Baden- Württemberg/Saarland/Bayern	45 155
Berlin/Brandenburg/Mecklenburg- Vorpommern	63 014
Sachsen/Sachsen-Anhalt/Thüringen	47 031

ANNEXE II

Adjudication permanente pour remise en vente de 180 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention allemand, destinée à l'Espagne

[Règlement (CE) n° 110/96]

1	2	3	4	5	6
Numérotation des soumissionnaires	Numéro du lot	Quantité (t)	Prix d'offre (écus/t)	Bonifications (+) Réfactions (-) (écus/t) (pour mémoire)	Frais commerciaux (écus/t)
1					
2					
3					
etc.					

ANNEXE III

Les seuls numéros d'appel à Bruxelles à utiliser sont — DG VI/C/1 :

- par télex : — 22037 AGREC B,
— 22070 AGREC B (caractères grecs),
- par télécopie : — 295 01 32,
— 295 25 15,
— 296 10 97.

RÈGLEMENT (CE) N° 111/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente de 20 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention finlandais en vue de leur transformation en Espagne

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

vu le traité instituant la Communauté européenne,

Article premier

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1863/95⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que la sécheresse qui a sévi en Espagne au cours des derniers mois a provoqué une pénurie de fourrages pouvant conduire les éleveurs à vendre prématurément leur bétail, ce qui peut entraîner des conséquences négatives pour leur revenu ;

considérant qu'il peut être remédié à cette pénurie par la mise à la disposition des éleveurs espagnols de 20 000 tonnes d'orge ; que, pour sa part, l'organisme d'intervention espagnol ne dispose pas de céréales fourragères ; que ces céréales communautaires sont disponibles auprès de l'organisme d'intervention finlandais ;

considérant que, dans la situation actuelle du marché, il est donc opportun d'ouvrir une adjudication permanente de 20 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention finlandais à destination obligatoire de l'Espagne ;

considérant que la finalité de la mesure ne peut être assurée que si le prix minimal retenu dans le cadre de l'adjudication tient compte de frais d'approche entre la Finlande et l'Espagne sans toutefois perturber le marché intérieur espagnol ; que, dans ces conditions, la procédure la plus indiquée est celle suivie en matière d'exportation de céréales vers les pays tiers ; qu'il convient, dès lors, de définir un régime spécifique combinant certaines des modalités de revente sur le marché intérieur et celles prévues pour l'exportation ;

considérant que, en ce qui concerne la preuve de la transformation en Espagne, les dispositions du règlement (CEE) n° 3002/92 de la Commission, du 16 octobre 1992, établissant les modalités communes de contrôle de l'utilisation et/ou de la destination de produits provenant de l'intervention⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1938/93⁽⁴⁾, sont applicables ;

considérant que le comité de gestion des céréales n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

1. Par dérogation aux dispositions du règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission⁽⁵⁾, l'organisme d'intervention finlandais procède dans les conditions fixées ci-après à une adjudication permanente de 20 000 tonnes d'orge détenues par lui en vue de leur transformation en Espagne.

2. Les régions, dans lesquelles les 20 000 tonnes d'orge sont stockées, sont mentionnées à l'annexe I.

Article 2

1. Dans l'avis d'adjudication visé à l'article 5, l'organisme d'intervention indique pour chaque lot le port ou le lieu de sortie d'intervention pouvant être atteint aux moindres frais de transport et qui est équipé d'installations techniques suffisantes pour l'expédition des céréales mises en adjudication.

2. Les frais de transport les plus bas entre le lieu de stockage et le lieu d'embarquement dans le port ou le lieu de sortie d'intervention visé au paragraphe 1 sont remboursés à l'opérateur adjudicataire par l'organisme d'intervention pour les quantités délivrées.

Article 3

Les offres sont considérées faites pour une céréale rendue non déchargée dans les ports ou dans les lieux de sortie d'intervention visés à l'article 2.

Article 4

Après expiration de chaque délai prévu pour la présentation des offres, l'État membre concerné soumet à la Commission une liste anonyme indiquant notamment pour chaque offre la quantité, le prix, ainsi que les bonifications et réactions y afférentes. La Commission, selon la procédure prévue à l'article 23 du règlement (CEE) n° 1766/92, fixe le prix de vente minimal ou décide de ne pas donner suite aux offres reçues.

(1) JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

(2) JO n° L 179 du 29. 7. 1995, p. 1.

(3) JO n° L 301 du 17. 10. 1992, p. 17.

(4) JO n° L 176 du 20. 7. 1993, p. 12.

(5) JO n° L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.

Le prix de vente minimal est fixé à un niveau tel qu'il ne perturbe pas le marché espagnol.

Article 5

L'organisme d'intervention finlandais publie, au moins cinq jours avant la date fixée pour le dernier jour du premier délai de présentation des offres, un avis d'adjudication où sont déterminés :

- les clauses et conditions de vente complémentaires et compatibles avec les dispositions du présent règlement,
- les principales caractéristiques physiques et technologiques des différents lots constatés lors de l'achat par l'organisme ou lors de contrôles effectués postérieurement,
- les lieux de stockage ainsi que le nom et l'adresse du stockeur.

Cet avis, ainsi que toutes ses modifications, est transmis à la Commission avant l'expiration du premier délai du dépôt des offres.

L'organisme d'intervention finlandais prend toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux intéressés d'apprécier, avant la présentation des offres, la qualité des céréales mises en vente.

Article 6

1. Les offres sont établies par référence à la qualité type déterminée par le règlement (CEE) n° 2731/75 du Conseil⁽¹⁾.

Si la qualité de la céréale diffère de la qualité type, le prix d'offre retenu est ajusté par application des bonifications ou des réfections arrêtées en application des articles 4 et 5 du règlement (CEE) n° 1766/92.

2. Les offres une fois présentées ne peuvent être ni modifiées ni retirées.

Les offres ne sont valables que si elles sont accompagnées :

- de la preuve que le soumissionnaire a constitué une garantie de 20 écus par tonne,
- de la preuve d'un contrat de vente pour livraison en Espagne, sous réserve de l'attribution de l'offre,
- de l'engagement écrit du soumissionnaire que les céréales adjudgées seront transformées en Espagne au plus tard le 30 juin 1996.

Article 7

1. Le délai de présentation des offres pour la première adjudication partielle est fixé au 1^{er} février 1996, à 9 heures (heure de Bruxelles).

2. Le délai de présentation des offres pour l'adjudication partielle suivante expire chaque jeudi, à 9 heures (heure de Bruxelles).

3. Le délai de présentation pour la dernière adjudication partielle expire le 28 mars 1996, à 9 heures (heures de Bruxelles).

4. Les offres doivent être déposées auprès de l'organisme d'intervention finlandais :

Kluuvikatu 4 (Intervention Board)
PL 232
FIN-00171 Helsinki
(Fax : 160 97 90).

Article 8

L'organisme d'intervention finlandais communique à la Commission, au plus tard deux heures après l'expiration du délai pour le dépôt des offres, les soumissions reçues. Elles doivent être transmises conformément au schéma figurant à l'annexe II, et aux numéros d'appel figurant à l'annexe III.

Article 9

L'organisme d'intervention informe immédiatement tous les soumissionnaires du résultat de leur participation à l'adjudication. Il adresse aux adjudicataires, dans un délai de trois jours ouvrables à partir de ladite information, une déclaration d'attribution de l'adjudication, soit par lettre recommandée, soit par télécommunication écrite.

Article 10

L'adjudicataire paie les céréales avant l'enlèvement, mais au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la date de l'envoi de la déclaration visée à l'article 9. Les risques et les frais de stockage pour les céréales non enlevées dans le délai de paiement sont à la charge de l'adjudicataire.

Les céréales adjudgées et non enlevées dans le délai de paiement sont considérées comme sorties à tout effet à l'échéance de ce délai. Dans ce cas, le prix d'offre est ajusté en fonction des caractéristiques qualitatives décrites dans l'avis d'adjudication.

Si l'adjudicataire n'a pas payé les céréales dans le délai prévu au premier alinéa, le contrat est résilié par l'organisme d'intervention pour les quantités non payées.

Article 11

La garantie visée à l'article 6 paragraphe 2 est libérée pour les quantités pour lesquelles :

- l'offre n'a pas été retenue,
- le paiement du prix de vente a été effectué dans le délai imparti et une garantie couvrant la différence entre le prix adjugé et le prix d'intervention valable le dernier jour du délai de présentation des offres, augmenté de 30 écus par tonne, a été constituée.

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 22.

Article 12

1. La garantie visée à l'article 11 deuxième tiret est libérée pour les quantités pour lesquelles les soumissionnaires apportent la preuve :

- de la transformation en Espagne, au plus tard le 30 juin 1996, sauf cas de force majeure
ou
- que le produit est devenu impropre à la consommation humaine et animale.

2. La preuve de la transformation en Espagne des céréales visées au présent règlement est apportée conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 3002/92.

Toutefois la transformation est considérée effectuée lorsque l'orge est délivrée dans un entrepôt de stockage situé en Espagne.

Article 13

Outre les mentions prévues au règlement (CEE) n° 3002/92, la case 104 de l'exemplaire de contrôle T 5 doit comporter une ou plusieurs des mentions suivantes :

- Destinos a la transformación [Reglamento (CE) n° 111/96]
- Til forarbejdning (forordning (EF) nr. 111/96)
- Zur Verarbeitung bestimmt (Verordnung (EG) Nr. 111/96)
- Προορίζονται για μεταποίηση [Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 111/96]
- For processing (Regulation (EC) No 111/96)
- Destinées à la transformation [règlement (CE) n° 111/96]
- Destinate alla trasformazione [regolamento (CE) n. 111/96]
- Bestemd om te worden verwerkt (Verordening (EG) nr. 111/96)
- Para transformação [Regulamento (CE) n° 111/96]
- Tarkoitettu jalostukseen [Asetus (EY) N:o 111/96]
- För bearbetning (förordning (EG) nr 111/96).

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE I

(en tonnes)

Lieu de stockage	Quantités
Rauma	22 912

ANNEXE II

Adjudication permanente pour remise en vente de 20 000 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention finlandais, destinée à l'Espagne

[Règlement (CE) n° 111/96]

1	2	3	4	5	6
Numérotation des soumissionnaires	Numéro du lot	Quantité (t)	Prix d'offre (écus/t)	Bonifications (+) Réfactions (-) (écus/t) (pour mémoire)	Frais commerciaux (écus/t)
1					
2					
3					
etc.					

ANNEXE III

Les seuls numéros d'appel à Bruxelles à utiliser sont — DG VI/C/1 :

- par télex : — 22037 AGREC B,
— 22070 AGREC B (caractères grecs),
- par télécopie : — 295 01 32,
— 295 25 15,
— 296 10 97.

RÈGLEMENT (CE) N° 112/96 DE LA COMMISSION
du 24 janvier 1996

déterminant la quantité disponible pour le deuxième trimestre de 1996 pour certains produits à base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par les accords sur la libéralisation des échanges entre la Communauté d'une part, et la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, d'autre part

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2305/95 de la Commission, du 29 septembre 1995, établissant les modalités d'application dans le secteur de la viande de porc du régime prévu dans les accords sur la libéralisation des échanges entre la Communauté d'une part, et la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, d'autre part ⁽¹⁾ modifié par le règlement (CE) n° 2750/95 ⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 4,

considérant que, afin d'assurer la répartition des quantités disponibles, il convient d'ajouter aux quantités disponibles pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 1996 les quantités reportées de la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1996,

Article premier

La quantité disponible pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 1996 en vertu du règlement (CE) n° 2305/95 est indiquée en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE

(en tonnes)

Groupe	Quantité totale disponible pour la période du 1 ^{er} avril au 30 juin 1996
18	2 000
19	1 600
20	300
21	1 600
22	800

⁽¹⁾ JO n° L 233 du 30. 9. 1995, p. 45.

⁽²⁾ JO n° L 287 du 30. 11. 1995, p. 19.

RÈGLEMENT (CE) N° 113/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

déterminant la mesure dans laquelle les demandes de licences d'importation introduites en janvier 1996 pour certains produits du secteur des œufs dans le cadre du règlement (CE) n° 1474/95 peuvent être acceptées

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1474/95 de la Commission, du 28 juin 1995, portant ouverture et mode de gestion dans le secteur des œufs et pour les ovalbumines des contingents tarifaires découlant des accords conclus dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay⁽¹⁾, modifié par le règlement (CE) n° 2916/95⁽²⁾, et notamment son article 5 paragraphe 5,

considérant que les demandes de licences d'importation introduites pour le premier trimestre 1996 sont, pour tous les produits, inférieures ou égales aux quantités disponibles et peuvent, par conséquent, être satisfaites entièrement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Il est donné suite, dans la mesure visée en annexe, aux demandes de licences d'importation introduites pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 1996 en vertu du règlement (CE) n° 1474/95.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 145 du 29. 6. 1995, p. 19.⁽²⁾ JO n° L 305 du 19. 12. 1995, p. 49.

ANNEXE

Groupe	Pourcentage d'acceptation des demandes de licences d'importation introduites pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 mars 1996
E1	100,00
E2	100,00
E3	100,00

RÈGLEMENT (CE) N° 114/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1101/95 ⁽²⁾,

vu le règlement (CE) n° 1423/95 de la Commission, du 23 juin 1995, établissant les modalités d'application pour l'importation des produits du secteur du sucre autres que les mélasses ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 2528/95 ⁽⁴⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 2 deuxième alinéa et son article 3 paragraphe 1,

considérant que les montants des prix représentatifs et des droits additionnels applicables à l'importation de sucre blanc, de sucre brut et de certains sirops ont été fixés par le règlement (CE) n° 1568/95 de la Commission ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 100/96 ⁽⁶⁾;

considérant que l'application des règles et modalités de fixation rappelées dans le règlement (CE) n° 1423/95 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier lesdits montants actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prix représentatifs et les droits additionnels applicables à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} du règlement (CE) n° 1423/95 sont fixés comme indiqué en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 110 du 17. 5. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 141 du 24. 6. 1995, p. 16.

⁽⁴⁾ JO n° L 258 du 28. 10. 1995, p. 50.

⁽⁵⁾ JO n° L 150 du 1. 7. 1995, p. 36.

⁽⁶⁾ JO n° L 18 du 24. 1. 1996, p. 25.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 janvier 1996, modifiant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels applicables à l'importation du sucre blanc, du sucre brut et des produits du code NC 1702 90 99

(en écus)

Code NC	Montant du prix représentatif par 100 kg net du produit en cause	Montant du droit additionnel par 100 kg net du produit en cause
1701 11 10 ⁽¹⁾	24,29	4,16
1701 11 90 ⁽¹⁾	24,29	9,39
1701 12 10 ⁽¹⁾	24,29	3,96
1701 12 90 ⁽¹⁾	24,29	8,96
1701 91 00 ⁽²⁾	29,36	10,55
1701 99 10 ⁽²⁾	29,36	6,03
1701 99 90 ⁽²⁾	29,36	6,03
1702 90 99 ⁽³⁾	0,29	0,36

⁽¹⁾ Fixation pour la qualité type telle que définie à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 431/68 du Conseil (JO n° L 89 du 10. 4. 1968, p. 3) modifié.

⁽²⁾ Fixation pour la qualité type telle que définie à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 793/72 du Conseil (JO n° L 94 du 21. 4. 1972, p. 1).

⁽³⁾ Fixation par 1 % de teneur en saccharose.

RÈGLEMENT (CE) N° 115/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

fixant le prix du marché mondial du coton non égrené

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment les paragraphes 3 et 10 du protocole n° 4 concernant le coton, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1553/95 du Conseil ⁽¹⁾,

vu le règlement (CE) n° 1554/95 du Conseil, du 29 juin 1995, fixant les règles générales du régime d'aide au coton et abrogeant le règlement (CEE) n° 2169/81 ⁽²⁾, et notamment ses articles 3 et 4,

considérant que, suivant l'article 3 du règlement (CE) n° 1554/95, un prix du marché mondial du coton non égrené est déterminé périodiquement à partir du prix du marché mondial constaté pour le coton égrené en tenant compte du rapport historique entre le prix retenu pour le coton égrené et celui calculé pour le coton non égrené; que ce rapport historique a été établi à l'article 1^{er} paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1201/89 de la Commission, du 3 mai 1989, portant modalités d'application du régime d'aide pour le coton ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2878/95 ⁽⁴⁾; que, dans le cas où le prix du marché mondial ne peut pas être ainsi déterminé, ce prix est établi sur la base du dernier prix déterminé;

considérant que, aux termes de l'article 4 du règlement (CE) n° 1554/95, le prix du marché mondial du coton égrené est déterminé pour un produit répondant à certaines caractéristiques et en tenant compte des offres et des cours les plus favorables sur le marché mondial entre

ceux qui sont considérés comme représentatifs de la tendance réelle du marché; que, aux fins de cette détermination, il est établi une moyenne des offres et des cours constatés sur une ou plusieurs bourses européennes pour un produit caf pour un port de l'Europe du Nord provenant de différents pays fournisseurs considérés comme étant les plus représentatifs pour le commerce international; que, toutefois, des adaptations de ces critères pour la détermination du prix du marché mondial du coton égrené sont prévues pour tenir compte des différences justifiées par la qualité du produit livré ou par la nature des offres et des cours; que ces adaptations sont fixées à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1201/89;

considérant que l'application des critères visés ci-dessus conduit à fixer le prix du marché mondial du coton non égrené au niveau indiqué ci-après,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le prix du marché mondial du coton non égrené, visé à l'article 3 du règlement (CE) n° 1554/95, est fixé à 35,650 écus par 100 kilogrammes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 30. 6. 1995, p. 45.

⁽²⁾ JO n° L 148 du 30. 6. 1995, p. 48.

⁽³⁾ JO n° L 123 du 4. 5. 1989, p. 23.

⁽⁴⁾ JO n° L 301 du 14. 12. 1995, p. 21.

RÈGLEMENT (CE) N° 116/96 DE LA COMMISSION
du 24 janvier 1996
établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix
d'entrée de certains fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2933/95⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95⁽⁴⁾, et notamment son article 3 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'impor-

tation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe;

considérant que, en application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 337 du 24. 12. 1994, p. 66.

⁽²⁾ JO n° L 307 du 20. 12. 1995, p. 21.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 janvier 1996, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

<i>(en écus par 100 kg)</i>			<i>(en écus par 100 kg)</i>			
Code NC	Code des pays tiers (*)	Valeur forfaitaire à l'importation	Code NC	Code des pays tiers (*)	Valeur forfaitaire à l'importation	
0702 00 15	052	59,6	0805 20 13, 0805 20 15, 0805 20 17, 0805 20 19	052	59,7	
	060	80,2		464	174,5	
	064	59,6		624	76,2	
	066	41,7		999	103,5	
	068	62,3		0805 30 20	052	68,1
	204	52,3			204	45,8
	208	44,0			388	67,5
	212	117,9			400	48,9
	624	77,0			512	54,8
	999	66,1			520	66,5
	0707 00 10	052			111,6	524
053		150,3	528		87,1	
060		61,0	600		77,3	
066		53,8	624		57,1	
068		103,2	999		67,4	
204		144,3	0808 10 51, 0808 10 53, 0808 10 59	052	64,0	
624		191,6		064	78,6	
999		116,5		388	39,2	
0709 10 10	220	451,7		400	72,4	
	999	451,7		404	62,5	
0709 90 71	052	139,0		508	68,4	
	204	77,5		512	51,2	
	412	54,2		524	57,4	
	624	241,6	528	48,0		
	999	128,1	624	86,5		
0805 10 01, 0805 10 05, 0805 10 09	052	41,0	728	107,3		
	204	40,5	800	78,0		
	208	68,2	804	21,0		
	212	42,1	999	64,2		
	388	40,5	0808 20 31	052	86,3	
	436	41,6		064	72,5	
	448	33,0		388	79,6	
	600	64,3		400	91,8	
	624	51,2		512	89,7	
	999	46,9		528	84,1	
	0805 20 11	052		70,0	624	79,0
		204		67,5	728	115,4
		624		79,3	800	55,8
		999		72,3	804	112,9
				999	86,7	

(*) Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 3079/94 de la Commission (JO n° L 325 du 17. 12. 1994, p. 17). Le code « 999 » représente « autres origines ».

RÈGLEMENT (CE) N° 117/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation d'œillets multiflores (spray) originaires du Maroc

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4088/87 du Conseil, du 21 décembre 1987, déterminant les conditions d'application des droits de douane préférentiels à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, du Maroc, de Jordanie et d'Israël⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 3551/88⁽²⁾, et notamment son article 5 paragraphe 2 point b),

considérant que le règlement (CEE) n° 4088/87 détermine les conditions d'application d'un droit de douane préférentiel pour les roses à grande fleur, les roses à petite fleur, les œillets uniflores (standard) et les œillets multiflores (spray) dans la limite de contingents tarifaires ouverts annuellement pour l'importation dans la Communauté de fleurs fraîches coupées;

considérant que le règlement (CE) n° 1981/94 du Conseil⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3057/95⁽⁴⁾, porte ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires pour les fleurs et boutons de fleurs, coupés, frais, originaires respectivement de Chypre, de Jordanie, du Maroc et d'Israël;

considérant que l'article 2 du règlement (CEE) n° 4088/87 dispose, d'une part, que, pour un produit et une origine donnés, le droit de douane préférentiel n'est applicable que si le prix du produit importé est au moins égal à 85 % du prix communautaire à la production; que, d'autre part, le droit de douane préférentiel est, sauf cas exceptionnel, suspendu et le droit du tarif douanier commun instauré pour un produit et une origine donnés:

a) si, pendant deux jours de marché successifs, les prix du produit importé, pour au moins 30 % des quantités pour lesquelles des cotations sont disponibles sur les marchés représentatifs à l'importation, sont inférieurs à 85 % du prix communautaire à la production

ou

b) si, pendant une période de cinq à sept jours de marché successifs, les prix du produit importé, pour au moins 30 % des quantités pour lesquelles des cotations sont disponibles sur les marchés représentatifs à l'importation, se situent alternativement au-dessus et en dessous des 85 % du prix à la production communautaire et que, pour trois jours au cours de cette période, les prix

du produit importé se sont situés en dessous de ce niveau;

considérant que le règlement (CE) n° 2524/95 de la Commission⁽⁵⁾ a fixé les prix communautaires à la production pour les œillets et les roses pour l'application du régime;

considérant que le règlement (CEE) n° 700/88 de la Commission⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2917/93⁽⁷⁾, a déterminé les modalités d'application du régime en cause;

considérant que les taux représentatifs de marché définis à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil⁽⁸⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95⁽⁹⁾, sont utilisés pour convertir le montant exprimé en monnaies des pays tiers et sont à la base de la détermination des taux de conversion agricole des monnaies des États membres; que les modalités d'application et de détermination de ces conversions ont été établies dans le règlement (CEE) n° 1068/93 de la Commission⁽¹⁰⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2853/95⁽¹¹⁾;

considérant que, sur la base des constatations effectuées conformément aux dispositions des règlements (CEE) n° 4088/87 et (CEE) n° 700/88, il y a lieu de conclure que les conditions prévues à l'article 2 paragraphe 2 point a) du règlement (CEE) n° 4088/87 sont remplies pour une suspension du droit de douane préférentiel pour les œillets multiflores (spray) originaires du Maroc; qu'il y a lieu de réinstaurer le droit du tarif douanier commun,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour les importations d'œillets multiflores (spray) (codes NC ex 0603 10 13 et ex 0603 10 53) originaires du Maroc, le droit de douane préférentiel fixé par le règlement (CE) n° 1981/94 est suspendu et le droit du tarif douanier commun est réinstauré.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

⁽¹⁾ JO n° L 382 du 31. 12. 1987, p. 22.

⁽²⁾ JO n° L 311 du 17. 11. 1988, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 199 du 2. 8. 1994, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 326 du 30. 12. 1995, p. 3.

⁽⁵⁾ JO n° L 258 du 28. 10. 1995, p. 42.

⁽⁶⁾ JO n° L 72 du 18. 3. 1988, p. 16.

⁽⁷⁾ JO n° L 264 du 23. 10. 1993, p. 33.

⁽⁸⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁹⁾ JO n° L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 108 du 1. 5. 1993, p. 106.

⁽¹¹⁾ JO n° L 299 du 12. 12. 1995, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CE) N° 118/96 DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1996

portant suspension temporaire de la délivrance des certificats à l'exportation de certains produits laitiers et déterminant la mesure dans laquelle peuvent être attribuées les demandes de certificats d'exportation en instance

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2931/95 de la Commission⁽²⁾,

vu le règlement (CE) n° 1466/95 de la Commission, du 27 juin 1995, portant modalités particulières d'application des restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2931/95, et notamment son article 8 paragraphe 3,

considérant que le marché de certains produits laitiers est caractérisé par des incertitudes; qu'il est nécessaire d'éviter les demandes spéculatives qui peuvent tant conduire à une distorsion de concurrence entre opérateurs que menacer la continuité des exportations de ces

produits pendant le reste de la période en cause; qu'il y a lieu de suspendre temporairement la délivrance des certificats pour les produits concernés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. La délivrance des certificats à l'exportation des produits relevant des codes NC 0401, 0402, 0403 10 11 à 0403 10 39, 0403 90, 0404 90 et 0406 est suspendue pour la période du 25 au 31 janvier 1996.

2. Il n'est pas donné suite aux demandes de certificats qui se trouvent en instance et dont la délivrance aurait dû intervenir à partir du 25 janvier 1996.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 janvier 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 307 du 20. 12. 1995, p. 10.

⁽³⁾ JO n° L 144 du 28. 6. 1995, p. 22.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10 janvier 1996

fixant les critères d'inscription et d'enregistrement des équidés dans les livres généalogiques à des fins de sélection

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/78/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

vu le traité instituant la Communauté européenne,

Article premier

vu la directive 90/427/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intracommunautaires d'équidés⁽¹⁾, et notamment son article 4 paragraphe 2 point b),

1. Pour pouvoir être inscrits dans la section principale du livre généalogique de leur race, les équidés enregistrés doivent :

- descendre de parents inscrits dans la section principale d'un livre généalogique relatif à la même race et avoir un *pedigree* établi conformément aux règles dudit livre généalogique,
- être identifiés sous la mère conformément aux règles prévues par ledit livre généalogique, qui doit au moins exiger un certificat de saillie.

considérant que les critères harmonisés régissant l'inscription des équidés dans les livres généalogiques devraient être fixés en vertu de l'article 4 paragraphe 2 point b) de la directive 90/427/CEE ;

2. Par dérogation au premier tiret du paragraphe 1, un animal peut être inscrit dans la section principale pour participer à un programme de croisement approuvé par l'organisation ou l'association d'élevage conformément aux règles dudit livre généalogique. Le programme de croisement doit mentionner les races autorisées à y participer.

considérant qu'il est, par conséquent, nécessaire de fixer les critères d'inscription des équidés dans les livres généalogiques à des fins de sélection ;

Article 2

considérant que des conditions précises concernant le lignage et l'identification doivent être réunies pour l'inscription dans le livre généalogique ;

1. La section principale d'un livre généalogique peut être divisée, conformément au point 3 b) cinquième tiret de l'annexe de la décision 92/353/CEE de la Commission⁽²⁾, déterminant les critères d'agrément ou de reconnaissance des organisations et associations tenant ou créant les livres généalogiques pour les équidés enregistrés, en plusieurs classes conformément aux mérites des animaux. Seuls les équidés remplissant les critères fixés à l'article 1^{er} peuvent être enregistrés dans une de ces classes.

considérant qu'une tolérance doit être prévue pour la division du livre généalogique en plusieurs sections et classes afin que certains types d'animaux n'en soient pas exclus ;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité zootechnique permanent,

⁽¹⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 55.

⁽²⁾ JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 63.

2. Si un livre généalogique comporte plusieurs classes dans la même section, un animal d'un autre livre généalogique est inscrit dans la classe du livre généalogique dont il remplit les critères.

Article 3

1. Une organisation ou association d'élevage tenant un livre généalogique peut décider qu'un animal qui ne remplit pas les critères fixés à l'article 1^{er} peut être inscrit dans une section supplémentaire dudit livre généalogique. L'animal doit remplir les conditions suivantes :

— être identifié conformément aux règles du livre généalogique,

— être jugé conforme au type de la race,
— remplir les performances minimales fixées par les règles du livre généalogique.

2. L'organisation ou l'association d'élevage doit fixer les règles autorisant l'inscription de la descendance de ces animaux dans la section principale.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12 janvier 1996

établissant les certificats zootechniques pour les sperme, ovules et embryons d'équidés enregistrés

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/79/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 90/427/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intracommunautaires d'équidés⁽¹⁾, et notamment son article 8 paragraphe 2,

considérant que des renseignements spécifiques doivent figurer sur le certificat zootechnique afin d'établir l'origine et l'identification de l'animal duquel proviennent le sperme, les ovules ou les embryons ;

considérant que le certificat proprement dit n'est pas nécessaire si les renseignements mentionnés dans la présente décision figurent déjà dans la documentation de référence concernant les sperme, ovules ou embryons ;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité zootechnique permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Les renseignements suivants doivent figurer sur le certificat relatif au sperme d'équidés enregistrés.

1) Données concernant l'étalon donneur :

- l'organisme émetteur,
- les nom et adresse du livre généalogique d'origine,
- la race,
- le numéro d'inscription d'origine dans le livre généalogique (si disponible),
- le nom de l'animal,
- la date de délivrance du certificat,
- le système d'identification (par exemple, puce électronique, tatouage, marquage au feu, signallement graphique),

- l'identification,
- l'information indiquant si une analyse de groupe sanguin ou un test a été effectué donnant une garantie scientifique équivalente pour la vérification du pedigree,
- la date de naissance,
- les nom et adresse du propriétaire,
- les nom et numéros généalogiques des parents et du grand-père ainsi que le nom des livres généalogiques,
- les résultats des tests de performance et évaluations (facultatives) de la valeur génétique.

2) Données concernant le sperme :

- l'identification,
- le nombre de doses,
- la date de collecte,
- les nom et adresse du (des) centre(s) de collecte de sperme, y compris le numéro d'enregistrement,
- les nom et adresse du destinataire.

*Article 2*Les renseignements visés à l'article 1^{er} peuvent être donnés :

- 1) sous la forme d'un certificat conforme au modèle figurant à l'annexe I ;
- 2) dans la documentation accompagnant le sperme équin. Dans ce cas, les autorités compétentes sont tenues de certifier que les renseignements visés à l'article 1^{er} sont indiqués dans ces documents par la mention suivante :
« Le soussigné certifie que les présents documents contiennent les renseignements mentionnés à l'article 1^{er} de la décision 96/79/CE de la Commission ».

Article 3

Les renseignements suivants doivent figurer sur le certificat relatif aux ovules d'équidés enregistrés.

1) Données concernant la jument donneuse :

- toutes les données visées à l'article 1^{er} point 1.

⁽¹⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 55.

2) Données concernant les ovules :

- l'identification
- la date de prélèvement,
- les nom et adresse de l'équipe (des équipes) de prélèvement d'ovules, y compris leur numéro d'enregistrement,
- les nom et adresse du destinataire.

Si une seule paillette contient plus d'un ovule, le signaler clairement, tous les ovules devant en outre provenir de la même jument.

Article 4

Les renseignements visés à l'article 3 peuvent être donnés :

- 1) sous la forme d'un certificat conforme au modèle figurant à l'annexe II ;
- 2) dans la documentation accompagnant les ovules équins. Dans ce cas, les autorités compétentes sont tenues de certifier que les renseignements visés à l'article 3 sont indiqués dans ces documents par la mention suivante :

« Le soussigné certifie que les présents documents contiennent les renseignements mentionnés à l'article 3 de la décision 96/79/CE de la Commission ».

Article 5

Les renseignements suivants doivent figurer sur le certificat relatif aux embryons d'équidés enregistrés.

- 1) Données concernant l'étalon donneur et la jument donneuse :

— toutes les données visées à l'article 1^{er} point 1.

2) Données concernant les embryons :

- l'identification,
- la date de prélèvement,
- la date d'insémination ou de fécondation,
- les nom et adresse de l'équipe (des équipes) de prélèvement d'embryons, y compris leur numéro d'enregistrement,
- les nom et adresse du destinataire.

Si une seule paillette contient plus d'un embryon, le signaler clairement, tous les embryons devant en outre avoir la même origine parentale.

Article 6

Les renseignements visés à l'article 5 peuvent être donnés :

- 1) sous la forme d'un certificat conforme au modèle figurant à l'annexe III ;
- 2) dans la documentation accompagnant l'embryon (les embryons) équin(s). Dans ce cas, les autorités compétentes sont tenues de certifier que les renseignements visés à l'article 5 sont indiqués dans ces documents, par la mention suivante :

« Le soussigné certifie que les présents documents contiennent les renseignements mentionnés à l'article 5 de la décision 96/79/CE de la Commission ».

Article 7

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE I

CERTIFICAT ZOOTECNIQUE RELATIF AU SPERME DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS	
<i>A. Renseignements sur l'étalon donneur</i>	
1. Organisme émetteur	2. Race
3. Nom du livre généalogique d'origine	
4. Nom de l'animal	5. Numéro du livre généalogique d'origine
6. Système d'identification	7. Numéro d'identification
8. Date de naissance	9. Analyse de groupe sanguin (*) (oui/non)
10. Nom et adresse du propriétaire	
11. Pedigree	
Père Numéro du livre généalogique	
Mère Numéro du livre généalogique	Grand-père Numéro du livre généalogique
12. Résultats des tests de performance et estimation de la valeur génétique	
Fait à, le	
Signature	
NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE	
(*) Ou test donnant une garantie scientifique équivalente pour la vérification du pedigree.	

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE RELATIF AU SPERME DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS

B. Renseignements sur le sperme

1. Système d'identification du sperme (couleur, numéro, etc.)

2. Identification du récipient

3. Origine du sperme [adresse et numéro d'enregistrement du centre (des centres) de collecte de sperme]

4. Destination du sperme (nom et adresse du destinataire)

Nombre de doses

Date de collecte

Identification des doses (paillettes, tube, pellets, etc.)

Fait à, le

Signature

NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE

.....

ANNEXE II

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE RELATIF AUX OVULES DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS	
<i>A. Renseignements sur la jument donneuse</i>	
1. Organisme émetteur	2. Race
3. Nom du livre généalogique d'origine	
4. Nom de l'animal	5. Numéro du livre généalogique d'origine
6. Système d'identification	7. Numéro d'identification
8. Date de naissance	9. Analyse de groupe sanguin (*) (oui/non)
10. Nom et adresse du propriétaire	
11. Pedigree	
Père Numéro du livre généalogique	
Mère Numéro du livre généalogique	Grand-père Numéro du livre généalogique
12. Résultats des tests de performance et estimation de la valeur génétique	
Fait à, le Signature NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE	
(*) Ou test donnant une garantie scientifique équivalente pour la vérification du pedigree.	

CERTIFICAT ZOOTECNIQUE RELATIF AUX OVULES DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS

B. Renseignements sur les ovules

1. Système d'identification des ovules (couleur, numéro, etc.)

2. Identification du récipient

3. Origine des ovules (adresse de l'équipe de prélèvement d'ovules)

4. Destination des ovules (nom et adresse du destinataire)

Identification de la paillette

Nombre d'ovules par paillette

Date de prélèvement

Fait à, le

Signature

NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE

.....

ANNEXE III

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE RELATIF AUX EMBRYOS DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS	
<i>A. Renseignements sur l'étalon donneur</i>	
1. Organisme émetteur	2. Race
3. Nom du livre généalogique d'origine	
4. Nom de l'animal	5. Numéro du livre généalogique d'origine
6. Système d'identification	7. Numéro d'identification
8. Date de naissance	9. Analyse de groupe sanguin (*) (oui/non)
10. Nom et adresse du propriétaire	
11. Pedigree	
Père Numéro du livre généalogique	
Mère Numéro du livre généalogique	Grand-père Numéro du livre généalogique
12. Résultats des tests de performance et estimation de la valeur génétique	
Fait à, le	
Signature	
NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE	
.....	
(*) Ou test donnant une garantie scientifique équivalente pour la vérification du pedigree.	

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE RELATIF AUX EMBRYOS DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS

B. Renseignements sur la jument donneuse

1. Organisme émetteur

2. Race

3. Nom du livre généalogique d'origine

4. Nom de l'animal

5. Numéro du livre généalogique d'origine

6. Système d'identification

7. Numéro d'identification

8. Date de naissance

9. Analyse de groupe sanguin (*) (oui/non)

10. Nom et adresse du propriétaire

11. Pedigree

Père

Numéro du livre généalogique

Mère

Numéro du livre généalogique

Grand-père

Numéro du livre généalogique

12. Résultats des tests de performance et estimation de la valeur génétique

Fait à, le

Signature

NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE

.....

(*) Ou test donnant une garantie scientifique équivalente pour la vérification du pedigree.

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE POUR LES EMBRYONS DES ÉQUIDÉS ENREGISTRÉS

C. Renseignements sur l'embryon (les embryons)

1. Système d'identification de l'embryon (des embryons) (couleur, numéro, etc.)

2. Identification

3. Origine de l'embryon (des embryons) (adresse de l'équipe de prélèvement d'embryons)

4. Destination de l'embryon (des embryons) (nom et adresse du destinataire)

Identification de la paillette	Nombre d'embryons par paillette	Date d'insémination	Date de prélèvement

Fait à, le

Signature

NOM EN MAJUSCULES ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE

.....

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12 janvier 1996

établissant le modèle des certificats généalogiques relatifs aux ovules d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine et les mentions à y faire figurer

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/80/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 77/504/CEE du Conseil, du 25 juillet 1977, concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et notamment son article 5 et son article 6 paragraphe 1 cinquième tiret,

considérant que, aux termes de l'article 6 paragraphe 1 cinquième tiret de la directive précitée, la Commission détermine, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de cette directive, les mentions devant figurer sur le certificat généalogique qui peut accompagner les ovules d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine lorsqu'ils entrent dans les échanges intracommunautaires ;

considérant qu'il est possible d'être dispensé de ces certificats à condition que les mentions figurant dans la présente décision se trouvent déjà dans les documents de référence relatifs aux ovules d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine qui entrent dans les échanges intracommunautaires ;

considérant que le modèle du certificat généalogique des animaux reproducteurs de l'espèce bovine de race pure et les mentions devant y figurer sont déjà précisés dans la décision 86/404/CEE de la Commission ⁽²⁾ ; que ceux concernant le sperme et les ovules fécondés sont déjà précisés dans la décision 88/124/CEE de la Commission ⁽³⁾ ; que l'information relative aux animaux reproducteurs de l'espèce bovine doit figurer sur le certificat relatif aux ovules ;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité zootechnique permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Les mentions suivantes doivent figurer dans le certificat relatif aux ovules d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine :

- les données mises à jour figurant à l'article 1^{er} de la décision 86/404/CEE concernant la vache donneuse ainsi que son groupe sanguin,
- l'information permettant d'identifier l'ovule, sa date de collecte et les noms et adresses du centre de collecte des ovules et du destinataire.

S'il y a plus d'un ovule par paille, cela doit être clairement précisé ; en outre, les ovules doivent tous provenir de la même mère.

Article 2

Les mentions prévues à l'article 1^{er} peuvent figurer :

- 1) sous la forme d'un certificat conforme au modèle de l'annexe ;
- 2) dans les documents accompagnant les ovules de l'espèce bovine. Dans ce cas, l'autorité compétente doit certifier que les mentions visées à l'article 1^{er} figurent dans ces documents par la formule suivante :

« Le soussigné certifie que ces documents contiennent les mentions visées à l'article 1^{er} de la décision 96/80/CE de la Commission. »

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 206 du 12. 8. 1977, p. 8.

⁽²⁾ JO n° L 233 du 20. 8. 1986, p. 19.

⁽³⁾ JO n° L 62 du 8. 3. 1988, p. 32.

ANNEXE

MODÈLE DE CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE

pour le commerce intracommunautaire relatif aux ovules d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE RELATIF AUX OVULES	
<i>A. Mentions concernant la vache donneuse</i>	
1. Organisme qui délivre le certificat	2. Race
3. Nom du livre généalogique	
4. Nom de l'animal	5. Numéro d'inscription
6. Système d'identification (marque à l'oreille, tatouage, micropuce, etc.)	7. Numéro d'identification
8. Date de naissance	9. Groupe sanguin (*)
10. Nom et adresse du naisseur	
11. Nom et adresse du propriétaire	
12. Ascendance	
Père Livre généalogique n°	Grand-père Livre généalogique n°
	Grand-mère Livre généalogique n°
Mère Livre généalogique n°	Grand-père Livre généalogique n°
	Grand-mère Livre généalogique n°
13. Résultats des contrôles de performance et résultats actualisés concernant la valeur génétique de l'animal proprement dit et de ses parents et grands-parents (dans la mesure où ils sont disponibles), avec nom de l'organisme qui a apprécié la valeur génétique	
<p>Fait à, le</p> <p>Signature</p> <p>NOM EN LETTRES CAPITALES ET TITRE DU SIGNATAIRE</p> <p>.....</p>	
(*) ou toute autre méthode appropriée approuvée par la législation communautaire.	

CERTIFICAT ZOOTECHNIQUE RELATIF AUX OVULES

B. Mentions relatives aux ovules

1. Système d'identification des ovules (couleur, numéro)

2. Identification du récipient

3. Origine des ovules [adresse du(des) centre(s) de collecte des ovules]

4. Destination des ovules (nom et adresse du destinataire)

Identification de la paille	Nombre d'ovules par paille	Date(s) de collecte

Fait à, le

Signature

NOM EN LETTRES CAPITALES ET TITRE DU SIGNATAIRE

.....

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12 janvier 1996

modifiant les décisions 92/260/CEE, 93/196/CEE, 93/197/CEE et 94/467/CE
concernant les catégories d'équidés mâles entiers auxquels sont applicables les
exigences pour l'artérite virale équine

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/81/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 90/426/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les mouvements d'équidés et les importations d'équidés en provenance des pays tiers⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et notamment son article 15 point b) ii, son article 16 et son article 19 point ii),

vu la directive 91/496/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE⁽²⁾, modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et notamment son article 9 paragraphe 1 point c),

considérant que, après consultation du comité vétérinaire scientifique, la décision 95/329/CE de la Commission⁽³⁾ a fixé les catégories d'équidés mâles entiers auxquels les exigences pour l'artérite virale équine doivent être appliquées;

considérant que les conditions sanitaires et la certification sanitaire requises pour l'admission temporaire de chevaux enregistrés et les importations d'équidés enregistrés et d'équidés d'élevage et de rente sont fixées respectivement par les décisions de la Commission 92/260/CEE⁽⁴⁾ et 93/197/CEE⁽⁵⁾, toutes deux modifiées en dernier lieu par la décision 95/323/CE⁽⁶⁾, et, en ce qui concerne les importations d'équidés de boucherie, par la décision 93/196/CEE de la Commission⁽⁷⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 95/322/CE⁽⁸⁾;

considérant que la décision 94/467/CE de la Commission⁽⁹⁾ fixe les garanties sanitaires pour le transport d'équidés d'un pays tiers vers un autre pays tiers conformément à l'article 9 paragraphe 1 point c) de la directive 91/496/CEE;

considérant que les décisions 92/260/CEE, 93/196/CEE, 93/197/CEE et 94/467/CE doivent être modifiées en conséquence;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Dans chacun des certificats sanitaires A, B, C, D et E de l'annexe II de la décision 92/260/CEE, le point e) v) du chapitre III « Renseignements sanitaires » est remplacé par le texte suivant :

* v) s'il s'agit d'un équidé mâle non castré âgé de plus de 180 jours, l'artérite virale équine a été officiellement déclarée au cours des six derniers mois⁽³⁾

ou

— il a été soumis⁽⁴⁾, sur un échantillon sanguin prélevé au cours des 21 jours précédant l'expédition le ...⁽⁵⁾, à un test de séroneutralisation pour l'artérite virale équine avec un résultat négatif à une dilution de 1/4

ou

une partie aliquote de son sperme entier prélevé au cours des 21 jours précédant l'expédition le ...⁽⁵⁾ a été soumise à un test d'isolement du virus pour l'artérite virale équine avec résultat négatif⁽³⁾⁽⁴⁾

ou

— il a été vacciné le ...⁽⁵⁾ contre l'artérite virale équine sous contrôle vétérinaire officiel avec un vaccin agréé par l'autorité compétente, conformément à l'un des trois programmes de vaccination initiale figurant ci-après⁽³⁾, et a été revacciné⁽⁴⁾ à intervalles réguliers.

Programmes de vaccination initiale contre l'artérite virale équine :

Instruction : Biffer les programmes de vaccination qui ne s'appliquent pas à l'animal décrit ci-dessus

a) La vaccination a été effectuée le jour du prélèvement d'un échantillon sanguin qui s'est révélé négatif au cours d'un test de séroneutralisation à une dilution de 1/4

⁽¹⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 42.

⁽²⁾ JO n° L 268 du 24. 9. 1991, p. 56.

⁽³⁾ JO n° L 191 du 12. 8. 1995, p. 36.

⁽⁴⁾ JO n° L 130 du 15. 5. 1992, p. 67.

⁽⁵⁾ JO n° L 86 du 6. 4. 1993, p. 16.

⁽⁶⁾ JO n° L 190 du 11. 8. 1995, p. 11.

⁽⁷⁾ JO n° L 86 du 6. 4. 1993, p. 7.

⁽⁸⁾ JO n° L 190 du 11. 8. 1995, p. 9.

⁽⁹⁾ JO n° L 190 du 26. 7. 1994, p. 28.

- b) La vaccination a été effectuée au cours d'une période d'isolement n'excédant pas quinze jours sous contrôle vétérinaire officiel à compter du jour du prélèvement d'un échantillon sanguin qui a été soumis au cours de cette période, avec résultat négatif, à un test de séroneutralisation à une dilution de 1/4
- c) La vaccination a été effectuée lorsque l'animal était âgé de 180 à 270 jours au cours d'une période d'isolement sous contrôle vétérinaire officiel. Au cours de la période d'isolement, deux échantillons sanguins prélevés, au moins à dix jours d'intervalle, ont révélé un titre d'anticorps stable ou en diminution lors d'un test de séroneutralisation pour l'artérite virale équine. »

- Vérifier la certification concernant le test pratiqué avant la vaccination, la vaccination elle-même et la revaccination
- Préciser, le cas échéant, le programme de vaccination individuel pour les animaux identifiés

- a) La vaccination a été effectuée le jour du prélèvement d'un échantillon sanguin qui s'est révélé négatif au cours d'un test de séroneutralisation à une dilution de 1/4
- b) La vaccination a été effectuée au cours d'une période d'isolement n'excédant pas quinze jours sous contrôle vétérinaire officiel, à compter du jour du prélèvement d'un échantillon sanguin qui a été soumis au cours de cette période, avec un résultat négatif, à un test de séroneutralisation à une dilution de 1/4
- c) La vaccination a été effectuée lorsque l'animal était âgé de 180 à 270 jours au cours d'une période d'isolement sous contrôle vétérinaire officiel. Au cours de la période d'isolement, deux échantillons sanguins prélevés au moins à dix jours d'intervalle, ont révélé un titre d'anticorps stable ou en diminution lors d'un test de séroneutralisation pour l'artérite virale équine. »

Article 2

La décision 93/196/CEE est modifiée comme suit.

- 1) À l'annexe I, le point e) v) du chapitre III « Renseignements sanitaires » est supprimé.
- 2) À l'annexe II, le point e) v) du chapitre III « Renseignements sanitaires » est remplacé par le texte suivant :
- v) lorsque le lot d'équidés décrit ci-dessus comprend des mâles non castrés âgés de plus de 180 jours, l'artérite virale équine n'a pas été officiellement déclarée au cours des six derniers mois (*)

ou

- ces animaux mâles non castrés ont été soumis, sur échantillons de sang prélevés au cours des 21 jours précédant l'expédition le ... (*), à un test de séroneutralisation pour l'artérite virale équine, avec un résultat négatif à une dilution de 1/4 dans tous les cas (*)

ou

des parties aliquotes de leur sperme entier prélevé le ... (*), au cours des 21 jours précédant l'expédition, ont été soumises à un test d'isolement du virus pour l'artérite virale équine, avec un résultat négatif dans tous les cas (*)

ou

- ils ont été vaccinés le ... (*) contre l'artérite virale équine sous contrôle vétérinaire officiel à l'aide d'un vaccin agréé par l'autorité compétente, conformément à l'un des trois programmes de vaccination initiale figurant ci-après (*), et ont été revaccinés à des intervalles réguliers.

Programmes de vaccination initiale contre l'artérite virale équine

Instructions : — Biffer les programmes de vaccination qui ne s'appliquent pas aux animaux décrits ci-dessus

Article 3

La décision 93/197/CEE est modifiée comme suit.

- 1) Dans chacun des certificats sanitaires A, B, C, D et E de l'annexe II, le point e) v) du chapitre III « Renseignements sanitaires » est remplacé par le texte suivant :

- v) s'il s'agit d'un animal équidé mâle non castré âgé de plus de 180 jours, l'artérite virale équine n'a pas été officiellement déclarée au cours des six derniers mois (*)

ou

- il a été soumis, sur un échantillon de sang prélevé le ... (*) au cours des 21 jours précédant l'expédition, à un test de séroneutralisation pour l'artérite virale équine avec un résultat négatif à une dilution de 1/4 (#)

ou

une partie aliquote de son sperme entier prélevé le ... (*) au cours des 21 jours précédant l'expédition a été soumise à un test d'isolement du virus pour l'artérite virale, avec un résultat négatif (#)

ou

- il a été vacciné le ... (*) contre l'artérite virale équine sous contrôle vétérinaire officiel à l'aide d'un vaccin agréé par l'autorité compétente, conformément à l'un des trois programmes de vaccination initiale figurant ci-après, et a été revacciné à intervalles réguliers (#).

Programmes de vaccination initiale contre l'artérite virale équine

Instructions : — Biffer les programmes de vaccination qui ne s'appliquent pas à l'animal décrit ci-dessus

— Vérifier la certification concernant le test pratiqué avant la vaccination, la vaccination elle-même et la revaccination

- a) La vaccination a été effectuée le jour du prélèvement d'un échantillon sanguin qui s'est révélé négatif au cours d'un test de séroneutralisation à une dilution de 1/4
- b) La vaccination a été effectuée au cours d'une période d'isolement n'excédant pas quinze jours sous contrôle vétérinaire officiel à compter du jour du prélèvement d'un échantillon sanguin qui a été soumis au cours de cette période, avec un résultat négatif, à un test de séroneutralisation à une dilution de 1/4
- c) La vaccination a été effectuée lorsque l'animal était âgé de 180 à 270 jours au cours d'une période d'isolement sous contrôle vétérinaire officiel. Au cours de la période d'isolement, deux échantillons sanguins prélevés au moins à dix jours d'intervalle ont révélé un titre d'anticorps stables ou en diminution lors d'un test de séroneutralisation pour l'artérite virale équine. »

- 2) Dans les certificats sanitaires A et B, le symbole « (#) » est remplacé par « (2) », et dans les certificats C, D et E par « (3) ».

Article 4

À l'article 1^{er} paragraphe 2 de la décision 94/467/CE, la phrase « Ce certificat doit reprendre les rubriques I, II et III du certificat sanitaire... » est remplacée par la phrase « Ce certificat doit reprendre les rubriques I, II et III, à l'exception du point e) v) du certificat sanitaire... ».

Article 5

La présente décision est applicable à compter du quinzième jour suivant sa notification aux États membres.

Article 6

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12 janvier 1996

modifiant les décisions 93/196/CEE et 93/197/CEE relatives aux conditions sanitaires et à la certification sanitaire requises pour les importations d'équidés de boucherie, d'équidés enregistrés ainsi que d'équidés d'élevage et de rente en ce qui concerne la piroplasmose

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/82/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 90/426/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les mouvements d'équidés et les importations d'équidés en provenance des pays tiers ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et en particulier ses articles 15 et 16,

considérant que les conditions sanitaires et la certification vétérinaire requises pour les importations d'équidés de boucherie sont régies par la décision 93/196/CEE de la Commission ⁽²⁾ et pour les importations d'équidés enregistrés et d'équidés d'élevage ou de rente par la décision 93/197/CEE de la Commission ⁽³⁾, l'une et l'autre modifiées en dernier lieu par la décision 96/81/CE ⁽⁴⁾;

considérant que la piroplasmose (*B. equi* et *B. caballi*) est présente dans certains États membres de la Communauté européenne; qu'il existe des équidés séropositifs vis-à-vis de la piroplasmose dans certains États membres;

considérant que de ce fait les résultats négatifs du test sérologique requis pour les importations de certaines catégories d'équidés en provenance de certains pays tiers ne sont plus appropriés;

considérant que le traitement des équidés visant à éliminer l'infection peut être préjudiciable aux animaux; que, toutefois, le traitement peut induire dans le test sérologique requis une brève séronégativité qui n'exclut pas l'infectivité pour les tiques véhiculant la maladie;

considérant que les décisions susmentionnées doivent être modifiées en conséquence;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

À l'annexe II chapitre III « Renseignements sanitaires » de la décision 93/196/CEE, le quatrième tiret du point j) est supprimé.

Article 2

Dans les certificats D et E de l'annexe II chapitre III « Renseignements sanitaires » de la décision 93/197/CEE, le quatrième tiret du point j) est supprimé.

Article 3

La présente décision est applicable à compter du quinzième jour suivant sa notification aux États membres.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12 janvier 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 42.

⁽²⁾ JO n° L 86 du 6. 4. 1993, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 86 du 6. 4. 1993, p. 16.

⁽⁴⁾ Voir page 53 du présent Journal officiel.

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CE) n° 2651/95 du Conseil, du 23 octobre 1995, modifiant le règlement (CE) n° 3282/94 prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en développement

(« Journal officiel des Communautés européennes » n° L 273 du 16 novembre 1995.)

Page 2, à l'annexe, dans la première colonne, au dernier numéro d'ordre :

au lieu de: « 52.0990 »,

lire: « ex 52.0990 ».

Rectificatif au règlement (CE) n° 39/96 de la Commission, du 12 janvier 1996, établissant pour le premier trimestre de 1996 certaines modalités d'application pour un contingent tarifaire d'animaux vivants de l'espèce bovine d'un poids de 160 à 300 kilogrammes, originaires de certains pays tiers

(« Journal officiel des Communautés européennes » n° L 10 du 13 janvier 1996.)

Page 2, 1^{er} considérant :

au lieu de: « ... règlement (CE) n° 2465/95 de la Commission... »

lire: « ... règlement (CE) n° 3066/95... »

Page 2, article 1^{er} :

au lieu de: « ... règlement (CE) n° 2465/95... »

lire: « ... règlement (CE) n° 3066/95... »

Rectificatif au règlement (CE) n° 73/96 de la Commission, du 18 janvier 1996, fixant les restitutions applicables à l'exportation pour le malt

(« Journal officiel des Communautés européennes » n° L 14 du 19 janvier 1996.)

Page 24, à l'annexe, dans la deuxième colonne : « Montants des restitutions », en face du code produit « 1107 10 19 000 » :

au lieu de: « — »,

lire: « 0 ».